



SOMMET EXTRAORDINAIRE
CHINE - AFRIQUE
**Le Président
Tebboune prend
part au sommet**
P. 24

PRIÈRES DANS LES MOSQUÉES
**"Elles restent,
par précaution,
suspendues"**
P. 24

MODERNISATION DE LA JUSTICE
**Zeghmati : «lancement
prochain du parquet
électronique»**
P. 3

SORTIE PROGRESSIVE DU CONFINEMENT

Nouvelles mesures complémentaires

À la suite de l'annonce de la seconde phase du plan de déconfinement, applicable depuis le 14 juin dernier, pendant deux semaines, avec une évaluation régulière, le Premier

ministère vient d'adresser une instruction aux walis portant application de mesures complémentaires destinées à lever de

confinement, pour faciliter le retour à la vie normale, tout en observant un maximum de précaution et de vigilance.
P. 3

Dknews



COOPÉRATION INTER-UNIVERSITÉS

**Des conventions pour
améliorer l'encadrement
pédagogique**
P. 4

INDICATEURS DU E-PAIEMENT

**Le ministère
annonce un saut
qualitatif cette
année**
P. 6

TRANSPORTS DE VOYAGEURS

**Les opérateurs réclament
des aides pour les coûts
de maintenance et
d'assurance**
P. 4

SANTÉ

BOULIMIE

**Les 5 clés
de la prise
en charge**
P.p 12-13

FOOTBALL

TRANSFERT DE BELAÏLI

**Le Ahly
Djeddah fixe
à 4.5 millions
USD le prix de
cession**
P. 21



PREMIER SALON VIRTUEL DE LA PHOTOGRAPHIE D'ANNABA

**Plus de
500 photo-
graphes
attendus**
P. 16

MDN

INVALIDES
DE L'ANP
**Rencontre
entre des
représentants
du MDN et des
organisations
des personnels
militaires**
P. 24

LE MINISTRES DES RESSOURCES EN EAU : "Pas de coupures ni perturbations dans l'approvisionnement durant la saison estivale 2020"



Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a écarté mardi à Alger toute éventuelle coupure ou perturbation dans l'approvisionnement en eau potable durant la saison estivale 2020.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une journée d'étude sur "la revalorisation et la préservation des oueds en Algérie", M. Berraki a assuré que "les citoyens seront approvisionnés en eau potable quotidiennement durant la saison estivale sauf en cas de panne technique "imprévisible" qui sera prise en charge dans l'immédiat pour permettre la reprise du service dans des délais restreints".

Le taux de remplissage des barrages est plus de 60%, a souligné le ministre qui a mis en valeur l'abondance des eaux de surface et eaux souterraines que recèle l'Algérie, malgré la faible pluviométrie cette année.

En chiffres, il a indiqué que les réserves en eau enregistrées au niveau des barrages avaient atteint plus de 4 milliards de M³, précisant que le volume de l'eau consommée à l'échelle nationale a augmenté de 10% depuis le début de la crise du Coronavirus en mars dernier.

TRAMWAYS Reprise du service commercial dans plusieurs wilayas



Le service commercial du tramway a repris son activité mercredi dans plusieurs wilayas du pays, et ce dans le strict respect des mesures sanitaires arrêtées, a annoncé l'entreprise Metro d'Alger dans un communiqué.

"Suite à la décision prise par les pouvoirs publics relative à la reprise des activités des transports urbains, l'EMA a le plaisir d'annoncer à son aimable clientèle la reprise du service commercial, après une campagne d'essais techniques", a précisé la même source.

La reprise du service commercial concerne les tramways des villes d'Alger, Oran, Constantine, Sidi Bel-Abbes, Sétif et Ouargla à compter d'aujourd'hui 17 juin 2020, et ce dans le strict respect des mesures sanitaires arrêtées et selon les horaires d'exploitation adaptés aux horaires de confinement", a-t-on indiqué.

Pour rappel, l'EMA avait instauré récemment et dans la perspective de la reprise de son activité de transport, plusieurs mesures pour assurer la sécurité sanitaire des usagers et des employés dans les tramways, le métro d'Alger et les différents téléphériques et télécabines, avait assuré à l'APS le directeur d'exploitation de l'EMA, Ali Leulmi.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 4 morts et 174 blessés en 24h (Protection civile)



Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 174 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, indique mercredi un bilan des services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à Constantine, avec une personne décédée et 11 blessés suite à dix (10) accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, concernant la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 129 opérations de sensibilisation à travers 32 wilayas (82 communes), sur la nécessité de respecter le confinement ainsi que sur les règles de la distanciation sociale.

Les unités de la Protection civile ont effectué 163 opérations de désinfection à travers 28 wilayas, (68 communes) touchant les infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles.

Au cours de ces deux opérations, la direction générale de la Protection civile a mobilisé 585 agents, 94 ambulances, 62 engins, outre la mise en place des dispositifs de surveillance dans 11 sites d'hébergement destinés au confinement à travers 5 wilayas, à savoir Alger, Annaba, El Tarf, Mostaganem et Tipaza, selon le même bilan.

Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêts, maquis, récoltes et broussailles, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 17 incendies ayant causé des pertes estimées de 2 hectares de surface forêts, 5 Ha d'orge, 15,5 Ha de blé, 4 Ha d'herbes, 150 bottes de foin ainsi que 8 arbres fruitiers et 26 palmeraies.

EMIGRATION CLANDESTINE Mostaganem : arrestation d'un instigateur d'opérations d'émigration clandestine via internet



La brigade de lutte contre la cybercriminalité de la Sûreté de wilaya de Mostaganem a arrêté un instigateur d'opérations d'émigration clandestine via internet, a-t-on appris mardi de ce corps de sécurité.

La brigade a identifié l'auteur d'un commentaire sur Facebook appelant à l'émigration clandestine permettant son arrestation, a-t-on fait savoir.

Le mis en cause âgé de 26 ans était en contact avec une personne vivant dans la wilaya de Chlef, qui organise des traversées clandestines en mer à partir des plages de la côte-est de Mostaganem en contrepartie de 150.000 DA par personne.

Une procédure judiciaire a été engagée contre le prévenu qui a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem.

Déferé devant le juge d'instruction, il a été placé sous contrôle judiciaire, a-t-on fait savoir.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE Une plateforme numérique consacrée aux suggestions et avis sur les prestations assurées

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (METSS) a lancé une plateforme numérique via son site web permettant aux citoyens, aux universitaires, aux chercheurs, aux syndicalistes, aux demandeurs d'emploi et aux représentants de la société civile d'exprimer leurs avis sur les différentes questions liées aux activités du secteur.

Selon un communiqué du ministère rendu public mercredi, ce service permettra de répondre à un sondage électronique sur les prestations ainsi que l'évaluation de la performance des prestations et activités assurées par le secteur notamment en ce qui concerne leur incidence sur la vie sociale. Cet espace numérique lancé mardi permettra aux spécialistes, via la rubrique "partagez vos propositions", l'examen des "problématiques soulevées, en exprimant des avis ou en envoyant des études ou analyses pertinentes", ajoute la même source. Le ministère tend via la plateforme "AraaCom" à ériger des citoyens en "acteur principal dans l'amélioration de la qualité des services et des prestations en transformant les suggestions formulées en un outil de préservation de la continuité et de l'amélioration des prestations", souligne le communiqué, expliquant que les "données et propositions recueillies par le biais de cette plateforme seront examinées par des spécialistes en la matière ce qui permettra aux Pouvoirs publics de cristalliser une vision commune sur les mesures à prendre, à l'avenir, pour assurer des prestations publiques à la hauteur des aspirations des citoyens".

Pour rappel, la plateforme est accessible via le lien électronique suivant : <https://araacom.mtess.gov.dz/>.

ENVIRONNEMENT Un plan d'urgence pour préserver les palmiers de la ville d'Oran

La direction de l'environnement se prépare à lancer un plan d'urgence pour la protection et la préservation des palmiers de la ville d'Oran menacés par un insecte ravageur, a indiqué sa directrice, Samira Dahou.

Le laboratoire, relevant de l'Institut régional pour la protection des végétations, a signalé l'existence des larves de la cécidie ayant affecté un nombre de palmiers au niveau de l'avenue Soummam, selon Mme Dahou.

La présence de l'insecte représente une menace pour les palmiers de la ville d'Oran ce qui motive la mise en place d'un plan d'urgence pour leur préservation.

Ce plan consiste à dresser un diagnostic en inspectant tous les palmiers de la ville, à traiter ceux dont l'atteinte n'est pas profonde et à abattre les plus touchés pour éviter la propagation de l'insecte, a-t-elle expliqué.

"Nous espérons pouvoir sauver un plus grand nombre possible de palmiers", a souligné Mme Dahou, signalant que les sorties ont déjà commencé au niveau du boulevard de l'ALN (ex Front de mer) qui compte 88 palmiers phénix et 31 palmiers washingtoniens.

D'autres sorties sont prévues dans d'autres zones, a-t-elle ajouté. Le travail est encadré par la commission de wilaya pour la préservation des espaces verts et alignements boisés, dont les prérogatives ont été récemment élargies de la simple protection des arbres de l'abatage à la préservation des espèces de végétation contre les différents risques.

MÉDIAS - JOURNALISTE L'ancien journaliste d'El Djamhouria Tayeb Idroudj n'est plus

L'ancien journaliste du quotidien arabophone El Djamhouria, Tayeb Idroudj, est décédé mardi soir à Alger à l'âge de 70 ans des suites d'une maladie, a-t-on appris mercredi auprès de ses proches. Connu pour ses qualités professionnelles et sa bonhomie légendaire, "Tayeb El Djamhouria", comme il plaisait à beaucoup de ses confrères et amis de le nommer, le défunt était chef du bureau d'Alger d'El Djamhouria, dont il était l'Editorialiste, des années durant. Journaliste à la plume facile, Tayeb Idroudj avait également contribué à l'écriture de l'histoire récente de l'Algérie, en participant à la rédaction des Mémoires de nombre de Moudjahidines de la guerre de libération nationale.

Le défunt était marié et père de cinq enfants Il sera enterré après la prière du Dhor au cimetière El Malha, à Ain Naadja (Alger).

SORTIE PROGRESSIVE DU CONFINEMENT

Des mesures complémentaires engagées par le Premier ministre

Un certain nombre de mesures complémentaires a été engagé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, au titre de la deuxième phase de la feuille de route de sortie progressive et flexible du confinement et de reprise de certaines activités commerciales, économiques et sociales, mesures contenues dans une instruction adressée aux membres du gouvernement et aux autorités concernées.

"Après consultation de Monsieur le Président de la République, j'ai décidé d'engager un certain nombre de mesures complémentaires, au titre de la deuxième phase de la feuille de route de sortie progressive et flexible du confinement, et ce, à travers le communiqué de presse du samedi 13 juin 2020", a indiqué M. Djerad dans l'instruction n° 02 du 13 juin 2020.

"Ces mesures ont été retenues en se basant sur les évolutions et propositions de levée du confinement du comité scientifique et de l'autorité sanitaire ainsi que les évaluations émanant des commissions de wilaya chargées de coordonner l'action sectorielle de prévention et de lutte contre la pandémie du Covid-19 et en tenant compte également des dispositions prévues par la réglementation en vigueur, notamment le décret exécutif n° 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) et l'ensemble des textes subséquents", précise l'instruction. "Elles seront mises en vigueur à compter du 14 juin 2020, pour une période de 15 jours, durant laquelle la situation épidémiologique à l'échelle nationale et de chaque wilaya sera suivie et évaluée, parallèlement à l'observation du respect des règles sanitaires et à l'intensification des efforts de prévention et de lutte contre la propagation de l'épidémie", note la même source.

Ainsi, concernant la mesure du confinement partiel à domicile, il a été décidé la levée totale du confinement à domicile pour les dix-neuf (19) wilayas suivantes: Tamanrasset, Tindouf, Illizi, Saïda, Ghardaïa, Naâma, El Bayadh, Tiaret, Guelma, Skikda, Jijel, Mostaganem, Tébessa, Tlemcen, Aïn Témouchent, El Tarf, Tizi-Ouzou, Aïn Defla, et Mila. Il a été également décidé l'adaptation des horaires de confinement à domicile de 20h00 au lendemain 05h00 du matin pour vingt-neuf (29) wilayas. Il s'agit des wilayas de Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbes, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaïa, Adrar, Laghouat, et El Oued.

Pour ce qui est du congé exceptionnel rémunéré dans le secteur économique public et privé, pour les entreprises qui peuvent assurer le transport de leur personnel et satisfaire les conditions de protection sanitaire propres à leur activité, tout en maintenant cette mesure au profit des femmes enceintes et celles ayant des enfants à charge âgés de moins de 14 ans".

Quant au congé exceptionnel rémunéré dans les institutions et administrations publiques, il a été décidé "la levée de la mesure de mise en congé exceptionnel rémunéré des 50 % des effectifs des institutions et administrations publiques, tout en maintenant cette mesure au profit des femmes enceintes et celles ayant des enfants à charge âgés de moins de 14 ans".

Les administrations doivent également veiller à l'apurement des reliquats de congé de leurs effectifs et à l'ouverture de la période des départs en congé au titre de l'année en cours". Il a été décidé, en outre, la reprise, à travers l'ensemble des wilayas du pays, des activités de transport urbain et interurbain de voyageurs par bus et par Tramway, sous réserve du respect des règles de prévention suivantes:

- interdire strictement l'accès des voyageurs sans le port du masque de protection,
- la désinfection régulière des sièges,
- prévoir l'ouverture des fenêtres et autres dispositifs d'aération naturelle,



- limiter le nombre de voyageurs à 50% des capacités du moyen de transport,
- prévoir un produit désinfectant à bord,
- soumettre quotidiennement le moyen de transport à une opération de nettoyage et de désinfection,
- organiser les impératifs de la distanciation physique au niveau des gares et stations,
- prévoir l'accès et la descente au moyen de transport par des portes différentes. Pour ceux n'ayant qu'une seule porte, gérer le flux de manière à éviter le croisement des clients.

Les mesures portent, aussi, sur la reprise, à travers l'ensemble des wilayas du pays du transport urbain par taxis individuel, sous réserve du respect des règles de prévention suivantes:

- l'obligation du port de masque de protection pour le chauffeur et pour le client,
- prévoir l'ouverture des fenêtres durant le trajet,
- prévoir un produit désinfectant à bord,
- limitation du nombre de clients à deux au maximum,
- les clients doivent se placer sur la banquette arrière du taxi,
- soumettre le taxi à une opération régulière de nettoyage et de désinfection,
- le nettoyage systématique des accoudoirs, des poignées de porte et des repose tête avec un produit désinfectant.

Il a été décidé, d'autre part, la reprise, à travers l'ensemble des wilayas du pays, des activités de commerce et de service suivantes:

- les salons de coiffure femme,
- la vente d'effets vestimentaires et de chaussures,
- les auto-écoles,
- la location de véhicules.

La particularité de l'activité des salons de coiffures nécessite "d'organiser cette activité par voie de rendez-vous, de respecter strictement l'obligation du port du masque y compris par le client, la limitation de l'accès au local à deux clients au maximum ainsi que le nettoyage et la désinfection fréquents du local et des instruments et effets utilisés.

Concernant les espaces de vente de chaussures et d'effets vestimentaires, l'instruction du Premier ministre stipule que "toutes les mesures sanitaires doivent être observées, notamment la mise à disposition des gels hydro alcooliques, l'interdiction de l'essayage pour les effets vestimentaires et l'utilisation de sacs en plastiques à usage unique pour l'essayage de chaussures".

Par ailleurs, il a été décidé la reprise, à travers les dix-neuf (19) wilayas concernées par la levée totale du confinement à domicile, des activités suivantes:

- les débits de boisson en terrasse et/ou à emporter,
- les restaurants et pizzeria en terrasse et/ou à emporter.

La reprise des activités commerciales et de service demeure soumise au dispositif préventif d'accompagnement, devant être mis en place par les différents opérateurs et commerçants concernés, comprenant notamment:

- l'obligation du port du masque,
- l'affichage des mesures barrières et de prévention sur les lieux,
- l'organisation des accès et des files d'attente à l'extérieur et à l'intérieur des locaux

de façon à respecter l'espacement et la distanciation physique, tout en limitant le nombre de personnes présentes en un même lieu,

- la mise en place à l'intérieur des locaux, d'un sens unique de circulation, de marquage lisible au sol et de barrières, pour éviter les croisements des clients,
- l'installation de paillasses de désinfection aux entrées,
- la mise à la disposition des usagers et des clients de solution hydro-alcoolique,
- le nettoyage et la désinfection quotidienne des locaux,
- la désinfection des pièces de monnaie et des billets de banques,
- prévoir des bacs dédiés à recueillir les masques, gants, mouchoirs ou autres effets usagés.

"Il importe de rappeler que tous les clients doivent se doter d'un masque de protection et que les responsables et gérants des établissements seront tenus responsables du non respect de cette obligation. La reprise de ces activités demeure tributaire de la capacité des commerçants, des opérateurs et des usagers et de leur détermination à respecter et faire respecter toutes les consignes sanitaires", souligne l'instruction du Premier ministre.

Les membres du gouvernement ainsi que les walis sont instruits à l'effet de "s'impliquer fortement dans la mise en œuvre de ces mesures auxquelles ils doivent réunir toutes les conditions pour garantir la réussite de cette feuille de route de sortie progressive du confinement".

Outre les mesures de prévention sus-indiquées, "les walis sont chargés après concertation avec les secteurs concernés, d'établir des régimes spécifiques afin d'encadrer la reprise de certaines activités de commerce et de service jugées à haut risque sanitaire et de veiller au strict respect de ces règles".

"A ce titre, je tiens à vous rappeler que le pays traverse une étape cruciale de la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus (Covid-19) et entame le passage à cette seconde phase de sortie du confinement avec des mesures progressives, qui nécessitent la mobilisation de l'ensemble des efforts afin d'atteindre l'objectif général de la stratégie mise en place, à savoir freiner la progression du Covid-19 et éviter ainsi le dépassement de la capacité de notre système de santé", relève encore l'instruction.

"Il s'agit des nouveaux défis à relever, afin d'éviter un rebond qui mettrait de nouveau en péril la santé des citoyens qui demeure la première préoccupation des pouvoirs publics, car la situation sanitaire dans certaines wilayas commande prudence, vigilance et suivi quotidien des indicateurs d'évaluation de la situation sanitaire et reste largement dépendante du degré de respect des consignes sanitaires que accompagnent l'application des mesures de dé-confinement", a-t-il précisé. "C'est pourquoi et en accompagnement à toutes les mesures de prévention mises en œuvre, notre système de veille et de surveillance sanitaire a été renforcé par la mise en place de la cellule opérationnelle chargée d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques pour laquelle j'ai demandé le renforcement en moyens humains et logistiques nécessaires", a-t-il ajouté.

Le Premier ministre a réitéré, enfin, ses "appels à l'esprit de responsabilité individuelle et collective de tous pour le maintien d'une vigilance accrue et la mobilisation nationale pour garantir la réussite de ce plan de sortie du confinement et dépasser cette crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales", affirmant attacher "la plus haute importance à l'application rigoureuse de la présente instruction".

MODERNISATION DE LA JUSTICE

Zeghmati : «Lancement prochain du parquet électronique»

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a annoncé mardi le lancement prochain du "parquet électronique" au niveau du parquet de la République et du parquet général permettant au citoyen d'introduire électroniquement des plaintes ou des requêtes.

Présidant la cérémonie d'installation du nouveau directeur général de la modernisation de la justice, Kamel Bernou, le Garde des sceaux a indiqué "nous comptons lancer, dans le cadre de la modernisation et de l'amélioration de la relation avec le citoyen, le système du parquet électronique au niveau du parquet de la République et du parquet général". Ce système permettra au citoyen d'introduire "électroniquement des plaintes ou des requêtes auprès des services du parquet qui répondront, eux aussi, de la même manière", a expliqué le ministre qui a mis en exergue les nombreuses utilités de ce nouveau dispositif, dont le gain de temps, d'effort et d'argent notamment pour les membres de la communauté nationale à l'étranger.

Inspectant les services de la Direction de la modernisation de la justice, M. Zeghmati a mis l'accent sur l'impératif de la ncer dans les plus brefs délais ce système, soit dans un délai de 30 à 45 jours", ordonnant de consentir davantage d'efforts en matière de communication avec le citoyen.

Et de rappeler par la même occasion que son secteur s'était inscrit dans une démarche d'élargissement des services électroniques, tout en veillant à "annuler" les procédures de dépôt de plusieurs types de dossier en vue de "faciliter" aux justiciables les démarches et leur épargner perte de temps et frais de transport "excessives et répétées". Aussi, il a fait état d'une "révision" du guichet unique au niveau des différentes juridictions et d'une application mobile pour les services judiciaires "entrée partiellement en service suite à la modernisation, début 2020, du site web du ministère".

Le ministre a annoncé, par là même, le recours à l'horizon 2021 au système de la gestion électronique des listes d'attentes, tout en permettant au citoyen de se faire délivrer les expéditions ordinaires des jugements de n'importe quelle juridiction du pays.

Affirmant l'adhésion de son département à la démarche nationale de simplification des procédures administratives dans une optique de lutte contre toute forme de bureaucratie, le Garde des sceaux a assuré que le département de la Justice avait franchi de grand pas dans ce cadre. M. Zeghmati a également annoncé le lancement d'une page Facebook comptant plus de 7000 abonnés en quelques jours grâce à la qualité des informations fournies, relevant que cette page était devenue "un outil de communication direct" avec les auxiliaires de justice (avocats et notaires) et les justiciables. Cette démarche sera élargie avec le lancement d'un compte Twitter pour cibler un public différent.

JUSTICE

"Élargissement de la technique de procès par visioconférence et annulation de l'accord préalable de l'accusé"

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a annoncé, mardi à Alger, l'entame d'une procédure d'amendement législatif visant l'élargissement de la technique de procès à distance par visioconférence, avec annulation du "préalable de l'accord de l'accusé" dans ce genre de procès qui devraient être élargis au domaine pénal.

Le ministre qui présidait la cérémonie d'installation du nouveau Directeur général de la modernisation de la justice, Kamel Bernou, M. Zeghmati a indiqué qu'au moment où la Covid-19 paralyse largement plusieurs secteurs, les autorités judiciaires ont connu une importante activité en visioconférence, ayant permis la tenue de procès pour prisonniers impliqués dans des délits de délits, ajoutant qu'il sera procédé, dans le cadre du plan d'action du Gouvernement, à l'entame d'une procédure d'amendement législatif afin de généraliser les procès par visioconférence aux enquêtes et procès avec annulation du préalable de l'accord de l'accusé, tout en élargissant cette technique au domaine pénal avec des conditions et garde-fous bien définis.

Après avoir mis en avant l'impact positif de cette technique sur les droits des justiciables, particulièrement à un procès dans des délais raisonnables, le

ministre a fait état de 1.052 procès tenus par cette technique en avril et mai, à raison de 773 au niveau des cours et 279 pour les tribunaux. Le ministre a indiqué que ses services "ont décidé d'aller de l'avant en matière d'introduction des technologies d'information et de la communication dans toutes les affaires de gestion aussi bien des procédures judiciaires que des services assurés par le secteur au citoyen.

Il a également indiqué que la numérisation du dossier judiciaire a bénéficié de la place qui lui sied, en ce qu'il a été "inscrit en tant qu'opération décisive dans le Plan d'action du Gouvernement pour l'exercice 2020, impliquant la gestion électronique de toutes les étapes du dossier judiciaire y compris l'échange numérique des requêtes, à même de permettre aux parties d'éviter de passer par les procédures de l'audience connues pour leur lenteur et qui prennent beaucoup de



temps au détriment des intérêts de l'ensemble des parties".

Le ministre de la Justice a rappelé que ses services procédaient par étapes et avançaient à "pas sûrs" afin de réaliser des résultats probants devant rapprocher notre pays des niveaux enregistrés dans ce domaine dans les pays développés. Pour ce faire, il a été décidé

d'abord -poursuit le ministre- de numériser les dossiers de certains contentieux au niveau des cours et de généraliser ensuite cette démarche au niveau des tribunaux de première instance et ce dans le cadre "d'une vision intégrée" tenant compte tous les niveaux de l'action en justice, jusqu'à la Cour suprême et le Conseil de l'Etat.

TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Les opérateurs réclament des aides pour la couverture partielle des coûts de maintenance et d'assurance

Plusieurs organisations syndicales des transporteurs de voyageurs ont appelé mardi à Alger la tutelle à leur accorder des aides pour la couverture partielle des coûts de maintenance et d'assurance des véhicules qui constituent désormais un lourd fardeau qui pèse sur leur marge bénéficiaire, en sus des grosses pertes induites par la suspension de leurs activités à cause de la covid-19.

Contactés par l'APS, ces syndicats ont expliqué que les coûts de maintenance et d'assurance des véhicules impactent leur marge bénéficiaire notamment après l'augmentation des prix du carburant dans le cadre de la Loi des Finances complémentaire (LFC 2020). A ce propos, ces syndicats ont sollicité la tutelle pour examiner les voies devant résorber une partie de ces charges de manière à permettre aux transporteurs de poursuivre leurs activités sans toucher au pouvoir d'achat du citoyen.

De son côté, le président de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), Hocine Bouraya, a souligné l'impératif de mettre en place une stratégie à long terme pour remédier aux dysfonctionnements relevés dans le secteur des transports à travers l'examen de toutes les charges supportées par les transporteurs afin de parvenir à des solutions durables. Selon M. Bouraya, les transporteurs inter-wilayas sont les seuls à avoir bénéficié des augmentations appliquées de 10% du tarif de transport, ajoutant que les aides revendiquées par les transporteurs permettront de compenser les coûts de maintenance et des pièces de rechange, sachant qu'ils sont contraints à effectuer ce genre d'opérations deux fois par mois.

Le même responsable a plaidé pour une aide aux transporteurs en vue de renouveler leur parc d'autobus, en leur permettant d'acquiescer de nouveaux soit par facilité ou via des crédits bancaires, sachant que 40% du parc national des bus fonctionnent depuis 25 ans.

Il a également fait état de 80.000 transporteurs par bus à travers tout le territoire national (privé et public) transportant 12 millions de citoyens au quotidien. De son côté, le Secrétaire général du Syndicat national des chauffeurs de taxi et des transporteurs (SNTT), Aidrous Bouadjmi, a indiqué qu'une étude est en cours concernant les impacts des dernières augmentations des prix du carburant

pour la soumettre, la semaine prochaine, à la tutelle, ajoutant que l'activité des transporteurs est à l'arrêt depuis mars dernier en raison de la suspension du transport urbain, suburbain et inter-wilaya, une situation qui a causé de grandes pertes. "Les avis des taxieurs, suite à la reprise de leurs activités à partir du 14 juin, sont divergents, vu qu'il y a plus de 160.000 taxieurs au niveau national, ce qui nécessite l'élargissement du champs de concertations avec les autorités concernées pour trouver un terrain d'entente entre les deux parties.

L'intervenant a proposé d'aider les chauffeurs de taxi par des mécanismes indirects leur permettant d'absorber une partie des augmentations et de poursuivre l'activité.

La reprise de l'activité des taxieurs était "timide" voire complètement inexistant dans certaines wilayas, car, selon les déclarations de plusieurs d'entre eux, les dernières mesures préventives qu'ils doivent respecter ne font que creuser davantage leurs pertes.

"L'obligation de transporter un seul client sur une distance (...), en sus des coûts des produits de désinfection et d'hygiène, creuseront davantage nos pertes",

a déclaré B. Samir, un taxieur à Alger. Ce genre de mesures contraindra la majorité des taxieurs à travailler dans la clandestinité, a estimé un autre taxieur de Boumerdes.

Réunion avec la tutelle la semaine prochaine pour examiner les solutions des transporteurs

Quant au Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de transport (FNIT) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Berrama Seddik, il a affirmé que la réunion à laquelle a appelé le ministre des Travaux publics et des Transports, prévue la semaine prochaine, constituera un terrain propice au dialogue et au débat des différentes propositions des transporteurs. Pour M. Berrama, il sera procédé, durant cette réunion, à l'examen des répercussions de la hausse des prix de carburant et les modalités de leur traitement notamment en ce qui concerne les charges supportées par les transporteurs, à savoir la maintenance, les pièces de rechange, les assurances et autres.

Il sera question également des mesures préventives après la levée du confinement.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Des conventions entre les universités du nord et du sud du pays pour améliorer l'encadrement pédagogique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chams Eddine Chitour a annoncé mardi à Alger la signature prochaine de "conventions pédagogiques" entre les universités du nord et du sud du pays pour permettre à ces derniers d'encadrer des étudiants dans certaines spécialités connaissant un certain déficit.

Répondant aux préoccupations des membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé qu'aux fins de fournir l'encadrement pédagogique nécessaire aux étudiants du sud, des conventions seront conclues entre les universités du nord et celles du sud du pays qui connaissent un déficit en termes de certaines disciplines, ajoutant que "relever le niveau des universités du Sud est l'une des priorités du ministère". En vertu de cette initiative, des enseignants des universités du nord seront sollicités pour fournir des cours de soutien et des stages ainsi que des cours pratiques par étapes au profit des étudiants du Sud dans certaines disciplines, en attendant l'établissement d'un accord sur le type et la méthode de la coopération pédagogique entre ces universités.

Ces conventions pédagogiques seront couronnées de certificats de fin d'études cosignées par les deux universités concernées, a-t-il poursuivi. Par ailleurs, M. Chitour a fait état du projet de réalisation d'une école spécialisée en intelligence artificielle dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah comme première étape de préparation à la création de huit écoles à l'horizon 2021.

En ce qui concerne l'année universitaire en cours, le premier responsable du secteur a fait part de la consécration, à partir de la fin d'août, de cinq semaines pour dispenser des cours intensifs dans toutes les universités afin de rattraper le retard accusé et d'évaluer le processus de représentation de cours et de conférences via Internet, auquel on avait recouru en raison du confinement sanitaire.

Dans le même sillage, M. Chitour a souligné l'importance de réunir les conditions nécessaires au profit de l'enseignant, à l'effet d'améliorer la rentabilité de l'université algérienne et de stopper la fuite des cerveaux, s'engageant, à ce propos, de revoir l'ensemble du système des œuvres universitaires.

ENVIRONNEMENT-OUEDS-POLLUTION

"La protection des oueds sera assurée à travers la nouvelle stratégie"

Le ministère des Ressources en eau a réaffirmé, mardi, à Alger sa volonté d'accorder une grande importance à la préservation des oueds et de leurs écosystèmes à travers sa nouvelle stratégie, a indiqué un communiqué du ministère.

À l'issue de la journée d'étude organisée et animée mardi par des cadres du ministère des Ressources en eau avec leurs homologues du ministère de l'Environnement sur le thème de la revalorisation et la préservation des Oueds en Algérie, le ministère des Ressources en eau a réitéré sa volonté d'accorder, à travers sa nouvelle stratégie, une grande importance à la préservation de ces espaces hydriques et à leurs écosystèmes, a précisé la même source.

La journée d'étude s'est déroulée en

présence des ministres des Ressources en eau, Arezki Berraki et de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharraths, ainsi que le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien, Hamza Al Sidi Cheikh et le wali d'Alger, Youcef Chorta.

Les travaux de cette rencontre ont été sanctionnés par l'adoption de plusieurs recommandations "concrètes et pratiques" émises par les participants aux trois ateliers thématiques, liés notamment à la réglementation et la protection, à la gestion patrimoniale des Oueds, ainsi qu'à la valorisation et la prévention du domaine public naturel au niveau des Oueds.

Les enseignements tirés de cette journée et la coopération interministérielle

pour leur concrétisation devront permettre une meilleure préservation des oueds en Algérie", lit-on dans le communiqué du ministère des Ressources en eau, soulignant que cette prise de conscience aura une "incidence positive" sur l'environnement, l'agriculture et la qualité de vie des riverains. En marge des travaux de cette journée d'études, une délégation officielle composée de trois ministres ainsi que du wali d'Alger, s'est rendue à Oued el Harrach et au Lac de Réghaia, pour s'enquérir de l'état de ces espaces situés dans l'est d'Alger et qui sont, selon le communiqué du ministère, "très représentatifs de l'agression de l'homme envers les ressources hydriques naturelles".

ORAN

Plus de 80 % des taxieurs ont repris du service

Plus de 80 pour cent des taxieurs à Oran ont repris leur activité en urbain, dans le strict respect des mesures préventives de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris mardi à la direction des transports de la wilaya.

Après une première journée de reprise timide, lundi, ils ont affiché un regain d'activité, a indiqué, à l'APS, Lotfi Mammeri, chef de service des transports à cette administration, assurant que le nombre de taxieurs en urbain ayant repris du service avoisine les 5.100 sur un total de 6.000, soit un taux de 85 %.

Il est attendu que le restant des taxieurs ne saura pas tarder à suivre après une longue période d'inactivité à cause du confinement, a-t-il assuré, faisant part de leur soulagement suite à la décision prise samedi dernier par le Premier ministre.

Pour le transport en commun, aussi bien pour l'opérateur public que privé, le redémarrage de l'activité n'a pas été au rendez-vous comme souhaité et la reprise se fait lente, a relevé la même source, dé-

plorant que sur 26 lignes en exploitation, pas plus de cinq ont été desservies au premier jour, à l'instar des lignes 37, 11, P1 et 4G.

Néanmoins, les opérateurs privés préparent activement la reprise du service, a confié un conducteur qui assure la desserte de la ligne 11, déclarant avoir hâte de reprendre le volant après plus de 2 mois d'inactivité. "Nous sommes en train de refaire la maintenance et de s'organiser en conséquence", a-t-il souligné.

Par ailleurs, l'indemnisation de 10.000 DA semble avoir été accueillie favorablement par les opérateurs de transport éligibles à cette allocation de solidarité de même que leurs personnels de bord (2 chauffeurs et 2 receveurs) par bus, comme l'a dit Adda Mohamed, cadre à la direction des transports de la wilaya, qui a rappelé



que la reprise de l'activité est conditionnée par une batterie de mesures préventives englobant les règles d'hygiène et d'organisation du service exigées par les pouvoirs publics.

Il s'agit notamment du port du masque de protection, de la distanciation physique, la désinfection après chaque navette et autres à adopter en prévision de la reprise de leurs activités après la levée du confinement du transport urbain. En dehors de l'En-

treprise de transport urbain et suburbain d'Oran (ETUSO), la wilaya d'Oran dénombre quelque 800 opérateurs privés. En ce qui concerne la reprise de l'activité du tramway d'Oran, le responsable de la direction des transports de la wilaya a fait savoir que celle-ci attend le feu vert de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) dont elle dépend, même si les gestionnaires locaux de la SETRAM se disent fin prêts pour le redémarrage.

SITE IMMOBILIER DE AIN-DJERDA À MÉDÉA
Deux projets d'habitations prochainement prêts à la livraison

Deux importants projets d'habitations, localisés au niveau du site immobilier de Ain-Djerda, dans la commune de Draa-Smar (4 km à l'ouest de Médéa) seront prêts à la livraison prochainement, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Un projet de 1300 logements de type location-vente et un autre de 2332 logements publics locatifs (LPL), dont les travaux de construction sont "pratiquement achevés, à l'exception de quelques travaux de voirie et réseaux divers (VRD) qui seront menés prochainement". En marge d'une visite d'inspection du wali mardi au niveau du site immobilier, des instructions fermes

ont été données aux entreprises de réalisation en charge des projets d'entamer, sans tarder, les travaux de réalisation des réseaux divers (eau, électricité, gaz et assainissement), ainsi que les travaux aménagements extérieurs des dits projets, en prévision de leur attribution aux citoyens, a-t-on indiqué.

Le site immobilier de 'Ain-Djerda' englobe, pour rappel, plus de 5500 logements de type location-vente, logement promotionnels aidés (LPA) et logements publics locatifs (LPL).

Il abrite également plusieurs structures intégrées lui garantissant une fonctionnalité opti-

male et un service de proximité pour les résidents du site, à savoir une agence postale, une crèche, un complexe sportif de proximité, un centre culturel, une unité légère de la protection civile, en sus de locaux commerciaux, abritant diverses activités. Concernant les infrastructures éducatives, le site est doté de six groupes scolaires et un lycée de 1000 places pédagogiques qui seront mis en service dès la prochaine rentrée scolaire, selon les services de la wilaya qui précisent que l'opération d'équipement d'une partie de ces structures est "en cours", alors que le reste "interviendra dans les tous prochains jours".

TÉBESSA

Des projets de développement pour 384 zones d'ombre

Plusieurs projets de développement viennent d'être lancés à travers de 384 zones d'ombre, recensées dans la wilaya de Tébessa, a-t-on appris mardi, en marge de la visite de travail du wali, Moutaly Atallah dans la daïra d'El Ougla. Ces actions financées par les divers fonds publics concernent notamment les secteurs des ressources



en eau, l'énergie, les travaux publics et le logement et visent l'amélioration des conditions de vie des populations concernées, a déclaré le wali qui a précisé que 61 zones d'ombre ont été dénombrées dans les communes d'El Ougla, Stah Guentis, Bedjen et El Mazraa composant la daïra d'El Ougla. Le même responsable a présidé la cérémonie de lancement d'une

opération de bénévolat à l'initiative de plusieurs entreprises pour la réalisation d'une piste rurale qui raccordera sur 3 km les agglomérations Guiber et Fedj Bouhrig de la commune d'El Mazraa à la localité El Colla dans la commune de Stah Guentis pour 83 millions DA. Dans la commune de Stah Guentis, une salle de soin a été mise en service à l'agglomération Ain Ghrab qui accueille une population de 3.000 habitants. Deux cl asses supplémentaires seront réalisées dans l'école primaire de cette même agglomération, a indiqué à l'occasion le wali qui s'est entretenu avec les habitants sur leurs préoccupations relatives à l'eau, l'électricité, les routes et le logement.

SIDI BEL-ABBÈS

Perte de 38 têtes caprines infectées par la pleuropneumonie à Oued Sebaa

L'Inspection vétérinaire de la wilaya de Sidi Bel Abbès a recensé une perte de 38 têtes caprines des suites de pleuropneumonie dans la commune de Oued Sebaa (sud de wilaya), a-t-on appris mardi de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Diafi Kadi. Le responsable a indiqué que ses services ont effectué des visites sur terrain au cours de la semaine dernière ciblant des troupeaux d'éleveurs à Oued Sebaa où des têtes caprines ont été infectées par une pleuropneumonie chez cinq éleveurs, ce qui a causé la perte de 38 chèvres.

La pleuropneumonie est une maladie contagieuse causée par des bactéries et des virus qui affectent les poumons des chèvres. Elle peut être traitée avec des antibiotiques dans les cinq jours suivant l'apparition des symptômes,

a-t-il souligné, faisant savoir que la maladie n'est pas nouvelle et qu'elle a déjà été enregistrée au niveau de la wilaya. Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour maîtriser l'épidémie et empêcher sa propagation, a-t-on affirmé, ajoutant qu'il est question d'une coordination avec les éleveurs en isolant et traitant l'animal malade rapidement.

L'Inspection vétérinaire de wilaya œuvre à intensifier ses campagnes de sensibilisation pour prévenir cette maladie et interdire sa propagation en fournissant des orientations et des conseils aux éleveurs, notamment en isolant l'animal infecté et en préservant l'endroit propre, en plus d'éviter le transport de chèvres aux marchés de bestiaux durant cette période.

BORDJ BOU ARRERIDJ

80 millions de dinars pour des projets dans les zones d'ombre de la daïra d'El Djâafra

Une enveloppe financière de 80 millions de dinars a été allouée pour la réalisation de projets de développement dans les zones d'ombre de la daïra d'El Djâafra (Nord de la wilaya de Bordj Bou Arreridj), a-t-on appris mardi, du chef de daïra, Kamel Bouchoareb.

"Conformément aux directives des plus hautes autorités du pays pour donner la priorité aux zones d'ombre, pallier les lacunes et répondre aux préoccupations de ses habitants, une enveloppe de 80 millions de dinars, répartie équitablement sur les quatre communes de la daïra, a été allouée pour la concrétisation de 17projets de développement", a précisé à l'APS le même responsable.

Ces projets visant l'amélioration des conditions de vie des habitants de ces régions au relief difficile, portent essentiellement sur le rac-

cordement aux réseaux d'assainissement et d'eau potable, la réalisation de l'éclairage public et l'aménagement du réseau routier et des chemins secondaires, a-t-il expliqué. La même source a, par ailleurs, indiqué que plusieurs "lacunes" enregistrées dans certains villages vont être corrigées à la faveur de ces opérations, comme la rénovation et l'extension du réseau d'assainissement dans la mecha de Chekhou et la réfection de l'éclairage public à Ourir, Tourmit et Boufenar dans la commune d'El Djâafra, la réalisation du réseau d'AEP aux villages d'Ighil et Atoui dans la commune de Tefrak, la restauration de la salle de soin d'Amoudh et en plus du bitumage des routes de Iferssen et de Satour dans la commune d'El Kola et l'élargissement des routes de village d'Ourir dans la commune d'El Main.

CONSTANTINE

Lancement "prochain" d'une opération de réhabilitation d'une piscine de proximité à Ali Mendjeli

Une opération de réhabilitation d'une piscine de proximité de l'unité de voisinage (UV) 6, de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli (Constantine), sera "prochainement" lancée en travaux, a annoncé mardi, le chef de l'exécutif local.

La réhabilitation concernera l'aménagement des vestiaires et des sanitaires, la réfection de l'éclairage ainsi que l'entretien de l'environnement extérieur de cette structure, fermée depuis 2001, a précisé Ahmed Abdelhafid Saci au cours d'une visite d'inspection menée dans les UV 6, 7 et 8 pour

s'enquérir de l'état d'avancement des travaux d'aménagement urbain.

Il a détaillé qu'une enveloppe financière de plus de 40 millions de dinars a été réservée pour cette opération, relevant que la réouverture de cette structure contribuera à combler le déficit en piscines de proximité enregistrée dans cette circonscription administrative.

Au cours de cette sortie sur le terrain, le wali de Constantine s'est également enquis de l'état d'avancement des travaux d'aménagement urbain des UV 6, 7 et 8, entre autres, la réfe-

ction de la chaussée, de l'éclairage publics et la mise à niveau des avaloirs où il a insisté auprès des entreprises de réalisation sur la qualité des travaux et l'impératif de se conformer aux normes exigées. M. Saci, interpellé par des citoyens évoquant l'exiguïté de leurs logements (F1), a révélé qu'une commission de wilaya entamera "à partir de juillet" le recensement des familles occupant ce genre de logements en vue d'étudier leurs cas et éventuellement les rajouter dans les listes des demandeurs de logements sociaux".

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 4 unités de production de Sonatrach certifiées ISO 50001

Quatre unités de production de la Société nationale des hydrocarbures Sonatrach ont obtenu la certification ISO 50001 attestant d'une gestion énergétique optimisée, ce qui permettra au groupe l'amélioration continue du management de l'énergie, a indiqué mardi Sonatrach dans un communiqué.

"S'engageant à répondre aux enjeux majeurs de la transition énergétique avec la mise en place d'un Système de Management de l'Énergie (SME) pour ses installations les plus énergivores, Sonatrach, à travers son Activité Exploration et Production et avec l'accompagnement de la Direction Centrale R&D, a gagné le défi de l'optimisation de l'énergie en obtenant la certification ISO 50001 pour quatre de ses unités de production de gaz et de condensat", a précisé le groupe pétro-gazier dans un communiqué publié sur son compte officiel facebook.

Il s'agit des unités de traitement de brut sud (UTBS) et LDHP -ZCINA de Hassi Messaoud, l'unité de traitement de Gaz-Gassi Touil, et enfin l'unité de traitement de Gaz - Rhourd Nouss, ajoute la même source.

"Cette certification attestant d'une gestion énergétique optimisée, a été délivrée par l'organisme allemand Tuvrheinland constituant ainsi une distinction et un véritable référentiel pour Sonatrach, lui permettant l'amélioration continue du management de l'énergie en favorisant la réduction de sa consommation au bénéfice de la compétitivité et de l'environnement", note le Groupe.

La Société nationale des hydrocarbures a, à cette occasion, félicité toutes les équipes impliquées dans ce processus de certification.

MICROENTREPRISES Tizi-Ouzou : "impliquer davantage la microentreprise dans le secteur économique"

Impliquer davantage les micro-entreprises dans l'économie est au centre d'un débat lancé par l'antenne de Tizi-Ouzou de l'Agence nationale de soutien à la création d'emplois (ANSEJ), a indiqué mardi le directeur de cet organisme, Hamour Chafa.

Une première réunion autour de cette question avait eu lieu jeudi dernier et avait regroupé des cadres de l'ANSEJ, des représentants du Forum algérien de la jeunesse et de l'entrepreneuriat, du Collectif d'appui à la micro-entreprise et du Conseil de wilaya interprofessionnel des filières lait et caprine, a-t-on ajouté de même source.

Le but de cette rencontre, qui sera suivie par d'autres, est de proposer des solutions aux entreprises en difficulté afin de les soutenir pour se remettre sur pied et d'aider celles en activité et qui ne souffrent d'aucune contrainte pour se développer. "La finalité est de promouvoir la micro-entreprise afin de lui permettre de contribuer au développement économique du pays", a précisé M. Hamour.

La réunion de jeudi dernier a été l'occasion d'aborder plusieurs questions, parmi lesquelles créer un environnement économique équitable pour les micro-entreprises et lutter contre la bureaucratie, faire bénéficier les entités économiques de 20% des marchés publics prévus par la loi à travers la mise en place de mécanismes d'application, étude des différents outils de relance des entreprises en difficulté (rééchelonnement des dettes, reprise de l'activité par d'autres).

Les présents ont également insisté sur l'importance de la formation des porteurs de projets et l'accompagnement des entreprises, particulièrement les exploitations d'élevage (bovin, ovin et caprin), dans la prévention et la lutte contre les zoonoses.

M. Hamour a rappelé que l'ANSEJ soutient toutes les initiatives qui encouragent de l'entrepreneuriat et le développement de la micro-entreprise.

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES Omari : encourager l'industrie de transformation agricole dans le Sud pour réduire la facture d'importation

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, a salué, mardi, les décisions du dernier Conseil des ministres portant interdiction de l'importation des produits agricoles pendant la saison de cueillette et encouragement des industries de transformation agricole pour réduire la facture des importations, notamment en cette conjoncture financière induite par la pandémie du nouveau coronavirus et la baisse des prix du pétrole.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné dimanche dernier lors de la réunion du Conseil des ministres l'interdiction totale de l'importation des produits agricoles pendant la saison de cueillette afin de protéger la production nationale.

Une décision qualifiée par le ministre de l'Agriculture, sur les ondes de la Radio nationale, de mesure incitative à même d'encourager l'agriculteur algérien à augmenter sa production.

"Il y'a une forte dynamique dans la production et la décision d'interdiction de l'importation (des produits agricoles pendant la saison de cueillette), permettra aux agriculteurs d'élargir leurs investissements", a-t-il relevé.

L'interdiction de l'importation de certains produits est une décision qui permettra de booster l'industrie de transformation agricole, de promouvoir les exportations et d'ériger le secteur de l'agriculture en contributeur à la diversification des sources de revenus, notamment dans le contexte de la situation financière induite par la baisse des prix du pétrole et les répercussions de la pandémie de coronavirus sur les échanges, a précisé le ministre.

Lors du Conseil des ministres, le ministre du Commerce avait présenté un exposé sur la situation des importations des produits agricoles et les mesures prises par son Département pour protéger la production agricole nationale, comme celle d'élargir la liste des produits soumis au Droit Additionnel Provisoire de



Sauvegarde (DAPS) et de soumettre l'activité d'importation au principe de spécialisation et de souscription au cahier des charges.

La deuxième décision qualifiée par M. Omari de stratégique, consiste en la création de l'Office de Développement de l'Agriculture industrielle en Terres sahariennes.

L'Office permettra de "développer les cultures industrielles stratégiques sur les terres sahariennes, notamment le maïs, et les industries sucrière et oléagineuse afin de réduire leur importation progressivement".

L'Office, dont le siège sera établi dans le sud du pays, se chargera d'accompagner les porteurs de grands projets d'investissements agricoles structurés qui permettent de développer les cultures industrielles stratégiques.

Dans ce sens, M. Omari a fait état de "projets à lancer à travers cet Office lors de la prochaine saison agricole", précisant que "la mouture du cahier des

charges qui est prête vise à protéger les droits de l'Etat et des investisseurs et de définir leurs obligations à l'égard de l'Office.

Des concertations seront organisées avec les investisseurs concernés dans les prochains jours pour convenir de "certains détails", a-t-il indiqué. Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture a prévu pour cette saison agricole une récolte abondante qui avoisinera celle de la précédente saison, estimée à près de 56 millions de quintaux. La campagne moisson battage a débuté le 12 avril dernier au Sud et depuis quatre jours dans les régions du nord, a-t-il rappelé soulignant que d'après les premiers indicateurs, la production verra une hausse importante. Cette abondance, explique le ministre, est le résultat des pluies enregistrées durant les mois de mars et d'avril et de l'amélioration de l'encadrement technique et autres facteurs qui aident à la production et à la productivité, à l'instar de la contribution de la

commission nationale de suivi de la campagne et du rôle efficient des banques, des agences d'assurances, de l'Office national des céréales, des instituts agricoles et autres.

A une question sur la préoccupation des agriculteurs concernant la problématique du stockage, M.

Omari a rassuré que plusieurs mesures ont été prises dans le ce sens, à l'instar de la réception de neuf entrepôts d'une capacité de 5,3 millions de quintaux, "ce qui permettra une aisance en matière de stockage stratégique". Il a cité en outre, l'extension des points de collecte à 500 et la mise en place de la coordination régionale, à travers le transfert du stockage d'une wilaya aux faibles capacités à celle ayant davantage de moyens.

Le ministre, qui a été rassurant quant au raccordement des agriculteurs au réseau électrique, a précisé que leur respectivement a été lancé en prévision de cette opération.

A l'approche de l'Aid el Adha, le ministre a souligné que la levée du confinement sur les marchés de bétails se fait progressivement sous le contrôle et l'accompagnement des autorités locales. Le ministre assure un contrôle sanitaire du bétail, à travers la mobilisation d'équipes vétérinaires, a-t-il ajouté. A cette occasion, il a appelé les éleveurs à "faire preuve de responsabilité et à se conformer aux recommandations médicales pour préserver et sécuriser ces espaces de manière à assurer les sacrifices de l'Aid dans les meilleures conditions".

INDICATEURS DU E-PAIEMENT Le ministère annonce un saut qualitatif cette année

Un saut "qualitatif" a été enregistré dans les différents indicateurs du paiement électronique (e-paiement) cette année sur fond de la pandémie de la Covid-19, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Poste, des télécommunications, des technologies et du numérique.

Selon les statistiques du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), l'organisme autorisé à superviser et contrôler les opérations de paiement automatique, en plus des chiffres présentés par Algérie Poste, les mesures visant à promouvoir et à encourager l'utilisation des moyens de paiement électronique ont permis d'enregistrer "un saut qualitatif" dans les différents indicateurs du paiement électronique cette année sur fond de la propagation de la Covid-19, précise la même source.

A ce titre, le nombre d'opérations de paiement électronique ces quatre premiers mois de l'année en cours a atteint "728.394 opérations effectuées par des usagers de différents secteurs", dont 93,34% réalisées uniquement dans le secteur des télécommunications (Algérie Télécom, Mobilis, Djazzy et Oore doo), soit 679.914 opérations, à travers l'utilisation des services de rechargement de compte et de paiement de factures de téléphone et d'abonnement à Internet".

Il convient également de noter que le réseau d'Algérie Poste a, à lui seul, traité via sa plateforme monétaire "619.134 opéra-

tions", soit "85% du total des opérations enregistrées", selon le même communiqué. Dans le même sillage, les opérations de paiement électronique effectuées à travers ladite plateforme a atteint, depuis le début de la mise en œuvre du confinement sanitaire en mars dernier, "273.000 opérations/mois" contre 52.000 opérations/mois en 2019, soit un quintuplement des opérations", selon les statistiques présentées par le ministère de la Poste et des Télécommunications.

L'ensemble des montants financiers résultant des opérations exécutées les quatre premiers mois de l'exercice 2020, selon la même source, s'est élevé à plus de 959 millions de Da. Le mois d'avril représente, à lui seul, 33,78% de ce total, soit 324 millions de Da, sachant que « le bilan de l'exercice 2019 en entier, a atteint 504 millions de Da », indique la même source. La plate-forme monétique d'Algérie Poste a réalisé un montant dépassant 205 millions Da du total des montants perçus pendant la période sus indiquée de l'exercice 2020, soit un taux de plus de 63%, précise le communiqué. A leur tour, "les applications qu'Algérie Poste a mises à la disposition de sa clientèle, ont contribué dans une large mesure à encourager l'utilisation des outils d'échange électronique", a indiqué le ministère de tutelle qui cite, à titre d'exemple, l'application « Baridi Mob », dédiée au transfert numérique et instantané des montants financiers entre

les détenteurs des avoirs de compte courant.

L'exploitation de l'Application a connu, selon le ministère, au cours des cinq premiers mois de l'année 2020, « un saut qualitatif », avec plus de 234.000 opérations générant un montant record estimé 3,2 mds Da, dépassant ainsi les transferts de l'exercice 2019 qui ont atteint au cours des douze mois 2 mds Da.

A ce propos, le ministère a salué « l'impact positif » induit par l'entrée en application, dès le 5 janvier écoulé, de la convention de l'interopérabilité conclue entre l'entreprise Algérie Poste et la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique "SATIM" et qui permet aux porteurs de la carte de paiement électronique de bénéficier de la carte de paiement électronique postale "Edhahabia" ainsi qu'aux porteurs de la carte monétique interbancaire (GIB), de bénéficier des prestations financières assurées par terminaux de paiement électronique (TPE) des réseaux des bureaux de poste et les banques et de répondre aux normes requises de sécurité et d'efficacité.

Le ministère a également assuré que "ces résultats encourageants sont le premier fruit des mesures prises en vue d'encourager le paiement électronique et ont permis même de limiter la circulation des liquidités notamment lors de la pandémie de Coronavirus", formant le vœu de voir ces résultats s'accroître encore davantage à l'avenir.

PÉTROLE

Le Brent à 40,77 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole cédaient un peu de terrain mercredi, fragilisés par les doutes qui pèsent sur une deuxième vague d'infections au Covid-19 en Chine et avant les données sur les stocks de brut aux Etats-Unis.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 40,77 dollars à Londres, en baisse de 0,46% par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juillet perdait 0,76%, à 38,09 dollars.

Au terme d'une séance mouvementée, les deux indices de référence ont la veille terminé en hausse de plus de 3%. "Malgré une reprise de la demande et un potentiel déficit de l'offre dès le mois de juillet, la situation reste fragile sur le marché du pétrole", a estimé Eugen Weinberg, analyste. Une possible deuxième vague d'infections au Covid-19, "après qu'un nombre record de nouveaux cas a été signalé hier (mardi) et que des mesures strictes de quarantaine ont été rétablies dans certaines parties de Pékin, pourrait



constituer un risque" pour la demande et peser sur les prix, a ajouté l'analyste. La situation épidémique à Pékin est jugée "extrêmement grave" par les autorités: au total, 137 personnes ont été contaminées depuis la semaine dernière dans la mégapole de 21 millions d'habitants. Ce rebond du nombre d'infections, centré

autour du marché géant de Xinfadi, dans le sud de la capitale, a poussé les autorités aéroportuaires à annuler plus d'un millier de vols au départ et à l'arrivée des deux aéroports de Pékin.

Les habitants de la capitale sont invités à reporter tout voyage non essentiel.

De plus, les données

sur les stocks aux Etats-Unis publiés plus tard dans la journée par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) "ont de grandes chances de décevoir le marché", a complété M. Weinberg.

L'analyste s'appuie sur d'autres chiffres publiés mardi par l'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier. Selon la médiane d'un consensus établi par Bloomberg, les analystes tablent sur une hausse de 130.000 barils des stocks de brut, qui ont déjà atteint un niveau record à la publication du dernier rapport de l'EIA. Les réserves de produits distillés (fioul de chauffage et gazole) sont également attendues en hausse, tandis que celles d'essence sont attendues en baisse.

MAROC

Un ex-ministre du Commerce assure que le gouvernement ferme les yeux sur la fraude fiscale

Le président du Conseil économique, social et environnemental du Maroc a estimé que le gouvernement ne faisait pas assez pour obliger les grandes entreprises à payer leurs impôts, selon des médias locaux.

Le responsable, cité par l'Agence Sputnik se référant à la presse locale, a expliqué les méthodes utilisées par ces sociétés pour organiser la fuite fiscale, dans un contexte financier difficile.

En pleine crise économique et financière au Maroc en raison de l'épidémie de Covid-19, le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Réda Chami, a accusé le gouvernement de fermer les yeux sur la fraude fiscale des grandes entreprises, ce qui engendre des pertes colossales pour le Trésor public.

Le responsable, également ex-ministre de l'Industrie et du Commerce (2007-2012), a aussi pointé le retard dans la mise en œuvre de la réforme fiscale annoncée en mai 2019, lors des Assises nationales sur la fiscalité. Ainsi, tout en reprochant au gouvernement "ses atterrissements dans l'encaissement des impôts dus par les grands entrepreneurs", M. Chami a déclaré que ces entreprises "se déroberaient à leur obligation de payer les impôts ou trichent dans la déclaration de leurs bénéfices, privant ainsi la trésorerie de l'Etat de plusieurs milliards". Et d'expliquer que certaines d'entre elles "ont poussé l'escroquerie jusqu'à transformer 20 à 30% de leurs activités en économie informelle, pour éviter de payer les impôts". Selon le responsable, le secteur informel représente 20% du PIB du pays, et "il est donc nécessaire de le structurer pour éviter que le Maroc ne se retrouve hors du cycle économique".

En raison des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, le déficit budgétaire du royaume chérifien s'est creusé à 25,5 milliards de dirhams (2,4 milliards d'euros) depuis le début de l'année, selon des médias locaux.

Expliquant plus en détails les raisons de la hausse du déficit budgétaire du pays, l'économiste a indiqué qu'en raison du confinement les recettes ordinaires de l'Etat se sont contractées de 10%, à la fin mai, tirées par la chute des revenus de la TVA et de l'impôt sur le revenu. Enfin, la même source estime que le ralentissement de l'économie augmenterait la cadence de la faillite des entreprises qui pourrait atteindre un taux à deux chiffres. Dans ce contexte, il rappelle que l'impôt sur les sociétés a reculé de 4,1% par rapport à la même période de l'année 2019, soit une perte de 16 milliards de dirhams (1,47 milliard d'euros).

TRANSPORT AÉRIEN

Seulement 45% de personnes ont l'intention de voyager après la crise sanitaire

Seulement 45% des voyageurs ont l'intention de reprendre l'avion dans les premiers mois suivant la fin de la crise sanitaire, a indiqué mardi l'Association internationale du transport aérien (Iata).

Dans une enquête d'opinion menée début juin pour le compte de l'Iata, qui regroupe 290 compagnies aériennes, 45% des voyageurs interrogés ont exprimé leurs intentions de reprendre l'avion dans les premiers mois suivant la fin de la crise du Covid-19, contre 61% en avril. Un taux de 36% des personnes interrogées ont préféré temporiser jusqu'à 6 mois pour reprendre l'avion contre 21% en avril.

Ces chiffres démontrent, selon l'Association, "une plus grande prudence des voyageurs" par rapport au mois d'avril, ajoutant qu'en juin les réservations ont été en baisse de 82% par rapport au même mois de l'année dernière. Selon l'Association, les passagers font leur réservation peu de temps avant leur voyage. Ainsi 41% des réservations faites en mai concernaient des voyages dans les trois jours, contre 18% en mai 2019. "Les chiffres vont dans le bon sens, mais en aucun cas vers des niveaux d'activités normaux", a souligné le directeur général de l'Iata, Alexandre de Juniac, au lendemain de l'ouverture des frontières en Europe. Les mesures de quarantaine - comme à l'arrivée au Royaume-Uni - sont un "frein majeur" aux voyages, a estimé M. de Juniac.

Face à une saison hivernale (novembre à mars) qui s'annonce "rude", l'organisation demande la prolongation de la mesure d'assouplissement temporaire des règles sur les créneaux aéroportuaires afin d'éviter les vols à vide, accordée par la Commission européenne pour la saison estivale, d'avril à octobre.

Ces règles obligent normalement les compagnies à utiliser au moins 80% des créneaux horaires qui leur sont attribués dans les aéroports, faute de quoi elles perdent leurs droits la saison suivante.

APS

AUSTRALIE - GB

Négociations commerciales ouvertes entre Royaume-Uni et Australie

L'Australie et le Royaume-Uni entament officiellement mercredi des négociations sur un accord de libre échange post-Brexit, a-t-on indiqué de source officielle australienne.

"Dans la journée, l'Australie et le Royaume-Uni vont officiellement ouvrir des négociations sur un accord de libre échange", a dit lors d'un discours à Canberra le ministre du Commerce Simon Birmingham.

Le gouvernement conservateur britannique négocie son divorce avec l'Union européenne et souhaite

ensuite renforcer ses échanges commerciaux à travers le monde.

Le ministre a estimé que même dans le cas d'un accord entre les deux pays, il était peu probable de voir le volume d'échanges revenir aux niveaux enregistrés dans les années 1970, avant donc l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne et lorsque ses relations commerciales étaient concentrées sur les anciennes colonies.

"L'Australie va oeuvrer pour obtenir un meilleur accès sur les marchés

pour ses produits d'exportation, notamment dans l'agriculture, le commerce en ligne et les investissements", a-t-il ajouté. L'Australie négocie également un accord commercial avec l'UE et le ministre a affirmé souhaiter la conclure cette année tout en admettant que la tâche de négocier plusieurs accords simultanément était difficile.

"L'UE représente un marché plus grand et malgré le Brexit, il reste un marché plus grand. Mais cela ne rend pas le marché britannique moins important", a dit M. Birmingham.

RUSSIE

La production industrielle plonge de 9,6% en mai

La production industrielle de la Russie a chuté de 9,6% en mai sur un an, enregistrant sa baisse la plus sévère depuis le début de la pandémie de coronavirus, selon les chiffres officiels publiés mardi.

Selon les chiffres de l'agence des statistiques Rosstat, le repli de la production industrielle du mois de mai est néanmoins plus important en termes annuels qu'en avril (-6,6%), notamment à cause de l'entrée en vigueur de l'accord Opep+. Par rap-

port au mois précédent, la baisse de la production industrielle est de 2,4%.

Un grand nombre d'industries russes ont pu reprendre leur activité en mai après un mois d'avril entièrement chômé pour combattre la propagation du virus.

En mars, la production avait marqué un brusque coup d'arrêt à 0,3% sur un an, reflétant le début des mesures de confinement contre le Covid-19.

En mai, la chute la plus importante a été enregistrée

par le secteur minier (-13,5%), à cause notamment de l'accord conclu par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie.

Cet accord a établi une baisse historique de la production de pétrole à partir du mois de mai dans l'espoir de faire remonter les prix du brut, qui se sont écroulés suite à l'aggravation de la crise du coronavirus affectant la demande mondiale.

Selon Rosstat, les indus-

tries d'approvisionnement en eau, sanitaires et de collecte et traitement des déchets ont également beaucoup souffert (-10,9%), à cause notamment de la suspension des activités de nombre d'entreprises" en mai, où de nombreux jours fériés se sont ajoutés aux mesures de confinement.

La croissance économique russe s'est pour sa part maintenue au premier trimestre à 1,6%, ralentissant légèrement par rapport à la fin de l'année.

ARABIE SAOUDITE

Aramco achète 70% de la société pétrochimique SABIC pour 69,1 milliards de dollars

Le géant pétrolier saoudien Aramco a acheté 2,1 milliards d'actions, soit 70%, de Saudi Basic Industries Corp (SABIC) pour 259 milliards de riyals (69,1 milliards de dollars) en quatre transactions spéciales exécutées dimanche, selon les données de la bourse saoudienne Tadawul basée à Riyad. La

transaction était au prix de 123,39 riyal (32,86 dollars) par action SABIC.

Aramco a signé l'année dernière un accord avec le fonds souverain d'Arabie saoudite, le Public Investment Fund (PIF), pour une participation majoritaire dans la société pétrochimique.



SCOUTS - JEUNES Les SMA distinguent les jeunes lauréats du Concours national "La Pandémie ne nous vaincra pas"

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont distingué mardi les jeunes lauréats du concours national "La Pandémie ne nous vaincra pas" pour les meilleurs dessins et vidéos liés à la crise pandémique du Coronavirus (Covid-19) qui a touché les pays du monde, y compris l'Algérie.

Les prix se sont répartis sur deux catégories, l'une a trait aux meilleures vidéos et l'autre aux meilleurs dessins.

Pour la catégorie "Meilleures vidéos", le jeune Wassim Bouclaghem de la wilaya de Sétif a décroché la première place, alors que la deuxième est revenue à Houdifa Zouiche de la wilaya d'Annaba.

Le troisième prix a été décerné à Ikram Aneur de la capitale.

Concernant les Meilleurs dessins, la première place a été décrochée par Amina Doukani de la wilaya de Mascara, et la deuxième est revenue à Mohammed Zeralda, tandis que la troisième a été remportée par Tasnim Ouali de la wilaya d'Alger.

"Les concours nous ont permis de découvrir de jeunes talents dans divers domaines venant des quatre coins du pays", a déclaré le Commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, en marge de la cérémonie de distinction des lauréats.

Et d'ajouter : "L'objectif étant de motiver les jeunes d'être créatifs et de mettre en exergue leurs compétences, et de les encourager à mettre à profit leur temps à domicile".

De son côté, la représentante de l'organisation du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en Algérie par intérim, Soraya Houcine, a indiqué que le concours se veut "une opportunité pour ces enfants d'exprimer leur créativité".

Les lauréats ne sont, poursuit Mme Hassan, qu'un échantillon du reste des autres œuvres créatrices pour le reste des autres jeunes enfants.

Pour notre organisation, c'est une chose unique en son genre".

La directrice de la jeunesse au ministère de la Jeunesse et des Sports, Mme Leila Boukabous a estimé que "la contribution de la tutelle visait à accompagner les SMA dans cette action et que le ministère avait lancé l'opération « maison de jeunes virtuelle », laquelle a constitué un espace pour découvrir les talents des enfants et des jeunes lors de la période du confinement, ce qui leur a permis de surpasser cette étape difficile ».

Ce concours a été organisé par les SMA en partenariat avec l'Unicef, sous l'égide du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, et ce à l'occasion de la journée internationale de l'enfant africain.

Il a pour but de mettre en exergue les talents des enfants pendant la période de confinement.

SOLIDARITÉ NATIONALE Des ateliers pour la mise à jour de certains textes de loi

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaoutar Krikou a fait état mardi à Alger de l'ouverture d'ateliers au niveau de son secteur pour l'actualisation de certains textes de loi, notamment le projet de révision de la loi relative à la protection des handicapés "en voie de finalisation".

Auditionnée par la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2017, la ministre a indiqué que son secteur s'employait à réunir les conditions idoines pour la prise en charge des catégories démunies par la relance des mesures et programmes, et l'ouverture d'ateliers pour l'actualisation de certains textes de loi, y compris celle relative à la protection des handicapés, en voie de finalisation. Elle a fait savoir, dans le même cadre, que le secteur de la solidarité s'oriente vers la modernisation de la gestion à travers notamment la simplification des procédures d'octroi des services et prestations sous sa supervision.

La ministre a mis l'accent par là même sur la généralisation du numérique et la promotion de l'usage des TIC dans le secteur, notamment pour les mécanismes de signalement.

S'agissant du dispositif d'activité d'insertion sociale (DAIS) placé sous la supervision de l'Agence de développement social sous tutelle de la



Solidarité nationale, Mme Krikou a rappelé l'importance de ce dispositif qui vise essentiellement à améliorer l'employabilité des bénéficiaires et non leur insertion directe.

Créé en vertu du décret exécutif 12-79 du 12 février 2020 modifié et complété, le DAIS a pour but l'intégration sociale des personnes en détresse sociale dans des postes d'emploi provisoires.

Évoquant le rôle du secteur dans la lutte contre la propaga-

tion de la Covid-19, la ministre a fait état de plusieurs initiatives, à l'image des visites de terrain, le lancement de caravanes de solidarité à destination des zones d'ombre, et l'encouragement de la création de projets dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM).

Mme Krikou a affirmé également que son secteur avait pris plusieurs mesures pour protéger les catégories sous la supervision de la Solidarité

nationale des dangers du Covid-19, notamment dans les Foyers pour personnes âgées (FPA) et les centres pour enfants assistés, outre la prise en charge des personnes sans abris et le lancement de services électro-niques.

Par ailleurs, Mme Krikou a fait savoir que les crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement pour l'exercice 2017 avaient atteints, pour le ministère de la Solidarité nationale, plus 70 milliards DA, précisant que le taux de consommation de ces crédits avait dépassé les 98%.

Dans leurs interventions, les membres de la Commission se sont interrogés sur le sort des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale et sur la stratégie adoptée sur le terrain pour lutter contre la mendicité des enfants.

Aussi, ont-ils insisté sur la nécessité de définir le terme "nécessiteux" et l'importance d'un fichier national des nécessiteux pour davantage d'efficacité dans la distribution des aides, mettant l'accent sur l'impératif renforcement des mécanismes de prise en charge des enfants autistes.

INDUSTRIE - POLLUTION 6.000 unités industrielles polluantes recensées à travers 35 wilayas

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats, a fait état, mardi à Alger, de 6.000 unités industrielles classées parmi les entreprises "potentiellement polluantes" de l'environnement et des oueds, dont 1.673 installations qui déversaient des rejets liquides polluants, ayant été recensées à travers 35 wilayas. Dans son allocution à l'occasion du lancement d'une journée d'études autour de "la valorisation et la protection des oueds", Mme Benharrats a indiqué que parmi 1.673 entreprises classées comme polluantes des oueds et des différentes embouchures, 1.343 ont été inspectées, donnant lieu à un constat de défaut de conformité de 772 entreprises aux conditions nécessaires à même d'assurer la non-pollution des oueds, notamment la création de stations d'épuration (Step) et le non-déversement des déchets solides dans les embouchures. Par souci de valoriser et préserver les oueds, poursuit la ministre, des mesures concrètes ont été prises pour

préserver ces embouchures des différentes menaces (déversement de déchets solides et ménages), à savoir la fermeture de 12 entreprises, l'établissement de 69 arrêtés de fermeture, 15 propositions de fermeture et 11 autres suspensions (fermeture provisoire en cours). La ministre a également fait savoir qu'il a été procédé à l'envoi de 460 notifications, de 167 recommandations et de 38 cas d'engagements volontaires, afin que les entreprises industrielles puissent améliorer leurs situations et respecter toutes les conditions de prévention de la pollution. Mme Benharrats souligne, en outre, que dans le but de protéger et préserver l'environnement, le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables avait chargé l'Agence nationale des déchets (AND) de doter 33 wilayas, en stations de traitement du lixiviat, avec une capacité de traitement de 80 m3/jour pour chaque station, avec comme objectifs, de traiter 1 million de m3 de lixiviat par année et de mobiliser de nouvelles

ressources hydriques pour l'irrigation, la maintenance, la protection des animaux et plantes et la création d'emplois. Pour sa part, le ministre des Ressources en eau, Berraki Arezki a souligné l'importance de cette journée d'études sur la valorisation et la protection des oueds contre les diverses menaces, relevant l'extrême importance de ces estuaires naturels en matière d'agriculture et de divertissement. Après avoir affirmé que les eaux des oueds sont la principale source d'alimentation des barrages, M. Berraki a indiqué qu'elles jouent un rôle important dans le développement socio-économique, ajoutant que ces eaux sont utilisées dans l'irrigation des terres agricoles, d'où la nécessité de leur protection contre tous les aspects de la pollution. En ce qui concerne cette journée d'études, le ministre a précisé qu'elle visait à faire le point de situation des oueds en Algérie par des experts et des spécialistes afin de déboucher sur des recommandations à même de rétablir cette richesse naturelle.

Suite à une visite de terrain qu'il a effectuée au niveau du Lac de Réghaia et de Oued El-Harrach, en compagnie de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats et du wali d'Alger, Youcef Cherfa, M. Berraki a indiqué que la réhabilitation de Oued El-Harrach a changé le visage de la ville en devenant un lieu de divertissement par excellence.

Et d'ajouter que la réhabilitation de Oued El-Harrach a accusé un retard en raison de certains obstacles qui ont été surmontés, soulignant que les travaux seront lancés dans les plus brefs délais, lesquels "seront parachévés dans moins de 12 mois afin de permettre aux citoyens de profiter des espaces de Oued El-Harrach pour faire du sport et se divertir", a-t-il dit. S'agissant du Lac de Réghaia, Mme Benharrats a fait savoir que les établissements industriels, sis près du lac, ont été fermés afin de préserver l'environnement de cette zone humide.

APS

SÉCURITÉ SOCIALE CNAS d'Oran : environ 50.000 demandes de délivrance du certificat d'affiliation au premier trimestre 2020

L'Agence d'Oran de la Caisse nationale d'assurance sociale des salariés (CNAS) recense quotidiennement environ 750 demandes de délivrance du certificat d'affiliation à la CNAS par des assurés sociaux et des employeurs via ses centres payeurs répartis sur le territoire de la wilaya, alors que près de 50 000 demandes d'obtention du certificat ont été enregistrées au cours du premier trimestre de cette année, a-t-on appris mardi auprès de la CNAS.

Les assurés sociaux et les employeurs ont déposé 49.662 demandes au niveau des différents centres payeurs et au niveau de l'agence principale CNAS d'Oran afin d'obtenir un certificat d'affiliation à la caisse pour une moyenne quotidienne estimée à

750 demandes, a-t-on appris en marge du lancement d'une campagne nationale d'information du 16 juin au 16 juillet prochain sur la numérisation de ce service.

Organisée sous le slogan "Le service public, un droit garanti", cette campagne a pour objectif de faire connaître aux assurés sociaux, aux employeurs et aux différentes administrations publiques et collectivités locales ce nouveau service qui permet de délivrer ce document d'affiliation sur internet de le télécharger via l'espace "El Hana", a-t-on fait savoir.

Le téléchargement de ce document, depuis l'espace El Hana, permet d'éviter la tension et le flux parfois grand sur les guichets des centres payeurs, notamment au

vu de la situation sanitaire marquée par la pandémie du coronavirus, a souligné la même source.

Lors de la campagne, les assurés sociaux, les employeurs et les organes administratifs sont informés sur les diverses mesures visant à améliorer les prestations, surtout les nouveaux services électroniques fournis sur le site Web de la CNAS et les applications de smartphones.

Au cours de cette campagne, des explications sont fournies aux citoyens des différents centres payeurs de la CNAS sur les étapes à suivre leur permettant l'obtention de ce service et les modalités d'en bénéficier et ce, à travers la distribution de dépliants explicatifs.

JOURNÉE DES ENVOIS DE FONDS À LA FAMILLE Les transferts de fonds soutiennent 800 millions de personnes dans le monde

L'argent envoyé par les travailleurs migrants à leurs proches soutiennent 800 millions de personnes dans le monde, a révélé mardi l'ONU à l'occasion de la Journée internationale des envois de fonds à la famille.

A l'occasion de cette Journée qui se déroule cette année sur fond de pandémie de Covid-19, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a demandé "à toutes et à tous" de soutenir les migrants, qui sont l'un des "moteurs de l'économie mondiale" et apportent une "contribution essentielle au bien-être des sociétés".

"Alors que la pandémie de Covid-19 continue de faire rage, nous saluons la détermination des 200 millions de migrants qui envoient régulièrement de l'argent dans leur pays d'origine et rendons hommage aux 800 millions de membres de familles qui, dans le monde en développement, dépendent de ces ressources", a déclaré dans un message António Guterres.

Selon l'ONU, l'année dernière les envois de



fonds vers les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont atteint le montant record de 554 milliards de dollars, soit plus de trois fois le montant de l'aide publique au développement, un chiffre supérieur à celui des investissements étrangers directs.

Cette année, les secteurs économiques qui emploient des travailleurs migrants, tels que le tou-

risme, l'hôtellerie et l'agriculture sont les plus durement touchés par les restrictions dues à la Covid-19, de sorte que nombre de migrants sont en situation de sous-emploi ou sans emploi.

En conséquence, selon les estimations, les envois de fonds devraient chuter de 20% en 2020, soit 110 milliards de dollars, la baisse la plus importante

jamais enregistrée.

"Des millions de familles connaîtront la faim, n'enverront pas leurs enfants à l'école et ne pourront pas se soigner, les femmes et les filles étant les plus durement touchées", a déploré M. Guterres.

Plusieurs pays et organisations ont lancé un appel à l'action mardi afin d'assurer la poursuite des envois de fonds, exhortant les responsables politiques à "qualifier les services de transfert de fonds de services essentiels et à favoriser le développement des outils numériques d'envoi de fonds".

Selon le Fonds international de développement agricole (FIDA) la fermeture des prestataires d'envoi de fonds pendant le confinement a encore plus altéré la capacité des migrants d'envoyer de l'argent à leur famille.

EUROPE-SOCIAL-PAUVRETÉ Une trentaine d'associations demandent davantage de moyens contre la pauvreté

Une trentaine d'associations européennes ont demandé, mercredi, à l'Union européenne d'augmenter "les moyens dédiés à la lutte contre la pauvreté et à l'aide alimentaire" dans le prochain budget face à "une vague de pauvreté sans précédent, rapportent des médias locaux".

Ces associations appellent l'UE à renforcer le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et augmenter les moyens dédiés à la lutte contre la pauvreté et à l'aide alimentaire, dans le budget européen 2021-2027, précisent les mêmes sources.

L'examen du prochain budget ainsi que le plan de relance de 750 milliards d'euros, présenté par la Commission européenne le 27 mai, sont à l'ordre du jour du Conseil européen de vendredi, qui se réunit par visioconférence. "Les besoins, déjà considérables aujourd'hui, seront croissants dans les semaines et mois à venir car la crise économique et sociale s'annonce longue et pourrait conduire à des situations explosives", préviennent les associations.

"Des millions d'Européens pourraient ainsi basculer, sans doute durablement, dans la précarité et la pauvreté. Ils ne doivent pas être laissés sur le bord de la route", ajoutent-elles. Selon quatre associations françaises signataires de l'appel, dont la Croix-Rouge, le Secours populaire, "87 millions d'Européens vivent déjà sous le seuil de pauvreté".

SCIENCES-ANIMAUX-ÉTUDE Les humains sont capables de décrypter les cris des chimpanzés



Une étude publiée mercredi dans la revue Proceedings of the Royal Society B révèle qu'aux cris d'un chimpanzé, les humains sont capables de deviner si le primate se fait attaquer, découvre de la nourriture ou subit une séance de chatouilles.

"Pour la première fois, nous démontrons que l'homme est capable de déduire de vocalisations d'autres espèces, les contextes comportementaux dans lesquels elles ont été produites", explique Roza Kamiloglu de l'Université d'Amsterdam, coauteure de l'étude. Pour arriver à ces conclusions, près de 3.500 personnes, non expertes en primates, ont été invitées à écouter 150 vocalisations de 66 chimpanzés, puis à déterminer si l'animal se trouvait dans un contexte positif ou négatif et s'il était détendu ou excité.

"L'individu se trouve dans une situation négative lorsque par exemple il est attaqué par un autre chimpanzé, lorsqu'il fait face à quelque chose d'effrayant ou est séparé de sa mère", détaille Roza Kamiloglu.

Les chatouilles et les bons repas illustrent, eux, les contextes positifs.

"Nos résultats montrent que les auditeurs sont plus à même de déduire des informations à partir de vocalisations négatives que positives", note la chercheuse, ajoutant que "les situations négatives impliquent un danger et peuvent être plus importantes pour la survie". Parmi les participants, 300 ont ensuite dû relier les vocalisations à dix contextes comportementaux définis par les chercheurs, selon s'ils pensaient que le primate découvrirait de la nourriture, était chatouillé ou attaqué par un autre chimpanzé, ou si lui-même menaçait un congénère agressif ou un prédateur...

Les autres ont été invités à indiquer si oui ou non le cri entendu correspondait à un contexte comportemental. Ce pour chaque contexte.

Selon l'étude, "les résultats montrent que les auditeurs ont réussi à faire correspondre les vocalisations avec la plupart des contextes".

Une aptitude due au fait que nous sommes "génétiquement étroitement apparentées" aux chimpanzés.

APIS

RÉGION MENA

51.000 enfants menacés par l'interruption des soins de santé primaires (ONU)

Près de 51.000 enfants de moins de cinq ans sont menacés dans la région du Moyen-Orient et en Afrique du Nord à cause de l'interruption des soins de santé primaires par la Covid-19, avertit l'ONU.

Si la perturbation des services de santé et de nutrition de base se poursuit, "plus de 51.000 enfants de moins de cinq ans pourraient mourir dans la région d'ici la fin de 2020", se sont inquiétés mardi le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans un communiqué conjoint.

Selon les deux agences onusiennes, les systèmes de santé dans la région subissent "des pressions sans précédent en raison de la pandémie de Covid-19, et bien qu'il n'y ait pas beaucoup de cas de nouveau coronavirus chez les enfants dans la région, il est clair que le virus affecte directe-

ment leur santé". A cet égard, elles ont regretté la diminution des services de soins de santé primaires ou leur interruption dans plusieurs pays. "Bien que nous n'ayons pas beaucoup de cas de Covid-19 chez les enfants dans la région, il est évident que la pandémie affecte la santé des enfants de première main", ont prévenu Ted Chaiban, Directeur régional de l'UNICEF au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et le Dr Ahmed Al-Mandhari, Directeur régional de l'OMS pour la région de la Méditerranée orientale.

Et si ce scénario de 51.000 décès se produit, ça serait une augmentation de près de 40 % par rapport aux chiffres d'avant Covid-19.

Ce qui inverserait les progrès réalisés en matière de survie des enfants dans la région de près de deux décennies, relève le communiqué. Cette "sombre projection" est due à une

combinaison de facteurs notamment une surcharge de travail du personnel sanitaire, mais aussi le fait que "de nombreux agents de santé de première ligne ont détourné leurs efforts pour répondre à l'épidémie" du Covid-19.

En outre, "les restrictions de mouvement et les obstacles économiques empêchent davantage l'accès des populations aux soins de santé", ajoute-t-on.

L'UNICEF et l'OMS ont appelé à une "reprise complète et en toute sécurité des campagnes de vaccination et des services de nutrition, avec des mesures de prévention strictes face au virus".

Il s'agit aussi de "donner la priorité et faciliter l'accès aux services de soins de santé primaires pour chaque enfant, en particulier les plus vulnérables, grâce à la disponibilité du personnel et des fournitures de santé".

POLLUTION DANS L'ARCTIQUE RUSSE Le nettoyage en surface terminé

Le nettoyage du carburant à la surface d'une rivière, polluée fin mai par une fuite d'hydrocarbures sans précédent dans l'Arctique russe a été achevé, ont indiqué mardi soir les autorités russes.

"La phase active de collecte du mélange eau-carburant à la surface de la rivière est terminée.

Les travaux se poursuivent pour nettoyer les petits plans d'eau (alentour), ainsi que pour traiter le rivage", a indiqué le ministère des Situations d'urgence, cité par les agences russes.

"Il est nécessaire de continuer à surveiller la situation environnementale pour prendre immédiatement des mesures

supplémentaires si nécessaire", a déclaré le ministre, Evguéni Zinichev, ajoutant qu'il fallait "maintenant penser à restaurer l'environnement".

Sur place la semaine dernière, le directeur général de Transneft Sibérie, Victor Bronnikov, avait déclaré que le "nettoyage complet va prendre des années".

Le 29 mai, 21.000 tonnes de carburant que contenait le réservoir d'une centrale thermique appartenant au géant minier Norilsk Nickel se sont déversées dans l'Ambarnaïa et les terrains proches de cette rivière, teignant les cours d'eau en pourpre.

Le président russe,

Vladimir Poutine, a alors décrété l'état d'urgence.

Selon les agences russes, le ministère des Situations d'urgence aurait proposé de réduire le niveau d'urgence du site à partir du 20 juin.

Le ministère a également indiqué avoir installé des barrages flottants et absorbants pour empêcher l'entrée de la pollution dans le lac de Piassino, ajoutant que des tests quotidiens étaient menés dans les cours d'eau voisins.

Le gouverneur du territoire concerné avait affirmé la semaine dernière que la pollution avait atteint le lac de Piassino, à partir de l'Ambarnaïa, et évoqué la

possibilité qu'elle se propage jusqu'à la mer arctique de Kara.

Norilsk Nickel a pour sa part démenti la pollution de ce lac.

L'entreprise estime que l'accident a probablement été provoqué par le dégel du pergélisol -ou permafrost-, conséquence du changement climatique, qui aurait entraîné l'effondrement des piliers soutenant la citerne.

Cette fonte sous les effets du réchauffement de la planète est considérée en Russie comme un défi majeur car elle fragilise toutes les villes et les infrastructures, notamment minières, gazières et pétrolières, bâties depuis des décennies.

S A N T É - A L G É R I E

EPIDÉMIE - TÉBESSA Les enquêtes épidémiologiques consolident les efforts de lutte contre l'épidémie

Les enquêtes épidémiologiques menées par les équipes spécialisées de la direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya de Tébessa ont consolidé les efforts de dépistage des cas de Covid-19 en orientant le ciblage vers les personnes en contact avec les cas diagnostiqués positifs, a affirmé Dr Hafsa Menah, épidémiologiste à la DSP.

"Depuis le diagnostic du premier cas du nouveau coronavirus dans la wilaya le 8 avril passé, les services de la DSP ont entamé des enquêtes qui touchent toutes les personnes entrées en contact avec les malades en leur assurant examens et surveillance de l'évolution de leur situation", a expliqué Dr Menah, à l'APS.

Elle relève que "l'expérience de la wilaya de Tébessa en ce qui concerne les enquêtes épidémiologiques est pionnière et a même suscité l'admiration du ministre du secteur lors de sa récente visite dans la région".

Les équipes d'enquêteurs épidémiologiques, composées de plus de 50 cadres, dont 22 médecins spécialistes, ont sillonné durant leurs actions artères, cités et agglomérations des différentes communes de la wilaya.

Dès le signalement de nouvelles infections, elles soumettent toutes les personnes suspectes à un confinement obligatoire à domicile pendant 14 jours durant lesquels des visites sont régulièrement effectuées pour suivre l'évolution de leur état de santé et vérifier leur respect de la mesure de confinement.

En dépit de la volonté des équipes d'enquêteurs à mener à bien leur mission, elles ont fait face à de nombreuses difficultés.

"Nos équipes ont buté durant leurs deux mois d'action sur diverses embûches, la plus difficile a été le manque de conscience de certains citoyens", a déploré Dr Menah, affirmant que certains citoyens donnaient même de fausses ou incomplètes informations aux enquêteurs et changeaient parfois leurs lieux de résidence, entravant de la sorte le bon déroulement de l'enquête épidémiologique. Selon elle, ces comportements sont dus à des mentalités "sclérosées" qui considèrent parfois que l'infection par le Covid-19 est source de "honte" au point de rejeter les malades du Covid-19 même après leur guérison totale.

Pour lutter contre ces mentalités condamnationnelles, la direction de la Santé multiplie conjointement avec des spécialistes en psychologie et sociologie les sorties de sensibilisation et les publications sur sa page officielle sur Facebook sur la maladie, sa transmission et sa prévention sous le slogan "L'atteinte par le coronavirus n'est pas une honte".

Le déconfinement total de la wilaya ne signifie pas la fin de l'épidémie

Tébessa fait partie des 19 wilayas du pays concernées par la décision de déconfinement sanitaire total prise par le Premier ministre en début de semaine avec la reprise de plusieurs activités commerciales en attendant un retour vers une vie normale.

Pour Saïd Belaid, directeur de wilaya de la Santé et de la Population, la décision est intervenue en dépit de l'enregistrement de nouveaux cas car les foyers de propagation de l'épidémie à travers les communes de la wilaya sont maîtrisés.

"Le déconfinement total ne signifie pas la fin de l'épidémie dans la wilaya", a assuré le responsable, invitant les habitants de la wilaya à respecter strictement les mesures de prévention pour contenir les risques de contamination.

M. Belaid a rappelé les sacrifices consentis par les staffs médicaux mobilisés dans la wilaya au service de référence de l'hôpital Bouguerra Boulaarès dans la commune de Bekaria et ceux des équipes des enquêtes épidémiologiques, soulignant que médecins, paramédicaux, agents d'hygiène et de sécurité et administratifs ont passé plus de deux mois au service des patients.

Le respect des mesures préventives notamment le port de bavette, le lavage régulier des mains, la distanciation corporelle et la distanciation sociale demeurent l'unique moyen de prévention de l'épidémie, a affirmé le directeur de la Santé.

121 nouveaux cas, 101 guérisons et 11 décès en Algérie en 24 heures (Fourar)

Cent vingt-un (121) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 101 guérisons et 11 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 11 268, soit 25,7 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 799 alors que le nombre des patients guéris passe à 7943, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Mila (2 cas), Tiaret (2 cas), Blida (1), Oum El Bouaghi (1), Sétif (1), Batna (1), Bouira (1), Béjaïa (1) et Tipasa (1), a ajouté Dr Fourar, notant que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66%



du total des décès. En outre, 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 14 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au corona-

virus durant les dernières 24 heures.

Par ailleurs, le nombre de patients ayant bénéficié du protocole de traitement en vigueur (basé sur Hy-

droxy-chloroquine) s'élève à 23 632, dont 9627 cas confirmés selon les tests virologiques (PCR) et 14 005 cas suspects selon des indications de l'imagerie et du scanner, a poursuivi Dr. Fourar, précisant que 41 patients sont actuellement en soins intensifs.

Le Docteur Djamel Fourar a appelé, à cette occasion, l'ensemble de la population à faire montre de vigilance en cette période cruciale en respectant scrupuleusement les gestes barrières notamment le port obligatoire des masques protecteurs en toute circonstance.

EDUCATION NATIONALE

Nécessaire mise en œuvre du programme national de santé en milieu scolaire

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout a appelé mardi à davantage d'efforts pour garantir aux élèves la couverture sanitaire en cette conjoncture que traverse le pays, à travers la mise en œuvre du programme national de santé en milieu scolaire.

Présidant une réunion par visioconférence avec les directeurs de l'éducation consacrée à l'évaluation de dossier importants, dont la médecine du travail et la santé scolaire, le ministre a exhorté les directeurs de wilayas à veiller au suivi sur le terrain des services de la médecine du travail pour qu'ils soient "opérationnels et efficaces" et travaillent dans les meilleures conditions, et ce en étroite coordination avec les services des directions de la Santé et de la Population (DSP), indique le ministère sur sa page officielle Facebook.

Soulignant l'intérêt particulier accordé par son département au dossier de la médecine du travail eu égard à son rôle dans "la prise en charge de la santé des personnels du secteur", le ministre a mis l'accent sur l'impératif de coordonner

l'action avec les différents partenaires concernés en vue de la mise en œuvre du programme national de santé en milieu scolaire.

M. Ouadjaout a également mis en exergue "la grande importance" qu'il porte à la santé des élèves au vu de la conjoncture actuelle, appelant les directeurs de l'éducation à redoubler d'efforts afin de garantir la couverture sanitaire nécessaire aux enfants de l'Algérie, notamment durant la prochaine rentrée scolaire.

Mettant en exergue l'importance de "la coordination avec les parties concernées en vue d'assurer le transport des élèves vers les unités de dépistage scolaire (UDS) en vue d'y effectuer des examens médicaux réguliers", le ministre a estimé "impératif" d'œuvrer à "l'actualisation" des textes régissant la santé, en coordination avec les parties concernées, notamment en ce qui a trait aux circulaires et directives interministérielles, en vue d'"assurer une plus grande couverture sanitaire pour les élèves". Concernant le dossier du budget de fon-

ctionnement des établissements éducatifs, le ministre de l'Éducation a rappelé les instructions qu'il avait données pour la réaffectation des dotations financières affectées à la restauration scolaire au titre du troisième trimestre aux œuvres communes en vue de combler le déficit enregistré dans les dépenses de fonctionnement.

À la fin de son intervention, le ministre a évoqué les programmes des séances d'apprentissage dans le cycle de l'enseignement primaire, au vu de leur "grande importance" en tant que "priorités" du processus d'enseignement et qui permettront aux enseignants du primaire de s'acquitter pleinement de leurs missions pédagogiques.

A ce propos, M. Ouadjaout a insisté sur l'impératif de veiller à la mise en place de ces programmes "qui ne saurait accuser aucun retard" afin que le Centre national de la Documentation Pédagogique (CNDP) se charge de leur diffusion sur son site web et via la plateforme numérique du ministère de l'Éducation nationale.

INFRASTRUCTURES - SÉTIF

reprise du service "avant la fin de la semaine" du laboratoire d'analyse du Covid-19

Le laboratoire d'analyse pour le dépistage du nouveau coronavirus, (Covid-19), du centre hospitalo-universitaire, CHU-Mohamed Abdenour Saâdna de Sétif reprendra son service "avant la fin de la semaine en cours", a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Ce laboratoire était à l'arrêt depuis la semaine passée en raison d'une

panne signalée sur l'appareil d'analyse pour le dépistage du coronavirus, a précisé la même source à l'APS, relevant que la panne a été réparée et que le laboratoire relancera ses analyses de dépistage du Covid-19 "avant la fin de la semaine courante". Ce laboratoire sera doté de réactifs utilisés dans le dépistage du Covid-19, a fait savoir la même source, faisant état de 1.500

unités délivrées par le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière en plus de un millier de réactifs offerts par un bienfaiteur.

Le laboratoire d'analyse du coronavirus de Sétif avait été mis en service en mai dernier après le transfert du laboratoire régional de dépistage du VIH/sida du service infectieux du même CHU en un laboratoire

d'analyse du Covid-19, a-t-on rappelé.

Cette structure de santé est encadrée par des biologistes et spécialistes en la matière, et effectue 8 analyses coronavirus par heure, soit plus de 60 tests par jour.

Ce laboratoire a permis de réduire la pression sur l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine, a-t-on encore rappelé.

MASCARA

Le directeur de l'hôpital Issad Khaled démis de ses fonctions

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a mis fin aux fonctions du directeur de l'hôpital Issad Khaled de la ville de Mascara pour "évaluation négative de sa performance", a-t-on appris mardi du directeur de wilaya du secteur Dr. Amri Mohamed.

Le directeur de l'hôpital Issad Khaled, retenu comme centre de référence pour Covid-19 de la wilaya, a été limogé en début de semaine courante

pour "évaluation négative de sa performance concernant le suivi des malades atteints du coronavirus et en matière de gestion de cet établissement sanitaire important de la wilaya", a précisé Dr. Amri. Le ministère de tutelle a désigné un cadre de la direction de la santé et de la population de la wilaya de Chlef, ayant supervisé plusieurs hôpitaux du pays, à la tête de l'hôpital Issad Khaled, a-t-on fait savoir.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

La Covid-19 a fait 443.821 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 443.821 morts dans le monde depuis son apparition en Chine en décembre dernier, selon un nouveau bilan établi mercredi à partir de sources officielles.

Plus de 8.192.130 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 3.768.400 sont aujourd'hui considérés comme guéris, d'après le bilan réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec



116.963 décès pour 2.437.731 cas. Au moins 583.503 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont

le Brésil avec 45.241 morts pour 923.189 cas, le Royaume-Uni avec 41.969 morts (298.136 cas), l'Italie avec 34.405 morts (237.500 cas) et la France avec 29.547

morts (194.217 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 83.265 cas (44 nouveaux entre mardi et mercredi), dont 4.634 décès et 78.379 guérisons.

L'Europe totalisait mercredi à 11h00 GMT 189.155 décès pour 2.445.674 cas, les Etats-Unis et le Canada 125.233 décès (2.237.198 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 83.704 décès (1.749.676 cas), l'Asie 26.307 décès (907.066 cas), le Moyen-Orient 12.328 décès (584.041 cas), l'Afrique 6.963 décès (259.712 cas) et l'Océanie 131 décès (8.768 cas).

ETATS-UNIS

D'avantage d'Américains morts du coronavirus que durant la Première Guerre

Avec plus de 700 morts supplémentaires en une journée, les Etats-Unis signalent désormais mardi davantage de décès dus au Covid-19 que le nombre de soldats américains tombés durant la Première Guerre mondiale.

Les Etats-Unis ont déploré 740 morts en 24 heures, selon le comptage de l'université Johns Hopkins à 20h30 locales mardi (00h30 GMT mercredi).

Le nombre total de décès du Covid-19 enregistrés dans le pays dépasse désormais 116.850, soit plus que le nombre de soldats américains tués durant la Grande guerre – environ 116.500 selon le département des Anciens combattants des Etats-Unis. Le bilan américain

de l'épidémie avait dépassé fin avril celui des soldats américains tués en deux décennies lors du conflit au Vietnam, un seuil revêtant une forte portée symbolique tant cette guerre demeure l'un des plus grands traumatismes vécus par les Américains au 20ème siècle. Le pays, qui est en valeur absolue le plus touché par la pandémie tant en nombre de morts que de cas recensés, enregistre en outre désormais 2,13 millions d'infections diagnostiquées, dont 583.500 personnes sont déclarées guéries. Les Etats-Unis avaient relevé dimanche et lundi leurs plus bas bilans journaliers depuis la fin mars, avec à chaque fois environ 380 morts sur les dernières 24

heures. Mais cette chute a vraisemblablement été accentuée par la baisse mécanique observée chaque week-end, en fonction des données transmises par les autorités sanitaires locales. Si le pays ne dépasse plus que rarement, depuis le début du mois de juin, la barre des 1.000 décès du virus en 24 heures, il enregistre encore autour de 20.000 nouveaux cas chaque jour, un chiffre stable depuis des semaines.

La première vague de contaminations n'en finit ainsi pas de durer, l'épidémie américaine s'étant déplacée de New York et du nord-est du pays vers une large bande recouvrant le sud et l'ouest.

USA: les personnes âgées ou malades et travailleurs essentiels, prioritaires pour un vaccin

Les Etats-Unis ont l'intention de donner la priorité aux personnes âgées, aux citoyens ayant des antécédents médicaux et aux travailleurs dits essentiels une fois trouvé un vaccin contre le coronavirus (Covid-19), a dit mardi un haut responsable de l'administration américaine.

Dans le cadre de l'opération "Warp Speed", le gouvernement américain espère délivrer 300 millions de doses de vaccin d'ici janvier 2021 (quasiment l'équivalent de la population américaine), via des financements et soutiens à des laboratoires. "Avant que tout vaccin ne soit approuvé ou autorisé, l'Opération Warp Speed mettra en place les plans et infrastructures nécessaires pour le distribuer", a dit le

responsable. Les autorités envisagent de distribuer le vaccin selon une méthodologie suivie depuis longtemps pour les pandémies de grippe. "Les personnes âgées, celles avec des antécédents médicaux et les personnes fournissant des services essentiels auraient la priorité", a précisé le responsable. "Toutefois, quelques populations pourront et devraient recevoir un vaccin, cela dépendra des résultats des essais cliniques", a-t-il ajouté. Un deuxième responsable a souligné que la sécurité des vaccins-candidats n'était pas encore connue, et qu'il était possible qu'il s'avère qu'ils ne soient pas adaptés à certaines catégories démographiques.

INDE

L'épidémie en expansion fait 2.000 morts en 24 heures

Le bilan en Inde de l'épidémie de coronavirus, en expansion, s'est alourdi à 2.000 morts en 24 heures portant le total à 11.903 décès, selon les nouveaux chiffres officiels publiés mercredi.

L'épidémie de maladie Covid-19 continue de faire rage et de progresser dans le deuxième pays le plus peuplé de la planète.

Alors que le système de santé indien est déjà saturé en de nombreux endroits par les patients du Covid-19, les experts estiment que le pic reste encore à venir.

La hausse brusque de mercredi est toutefois par-

tiellement imputable à des révisions de chiffres à Bombay et New Delhi, deux des villes les plus durement frappées, pour intégrer dans le bilan du Covid-19 des décès antérieurs qui n'y figuraient pas. Bombay a ainsi ajouté 862 morts et New Delhi 430 au bilan quotidien, tandis que les deux mégapoles ont en réalité enregistré respectivement 55 et 93 décès au cours des dernières 24 heures, ont indiqué des responsables.

Confronté à une économie exsangue, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a largement levé au

début du mois le confinement draconien imposé fin mars au 1,3 milliard d'Indiens pour freiner la propagation de la maladie Covid-19. Certaines restrictions restent toujours en place. Mais le déconfinement s'effectue alors que l'épidémie ne montre toujours pas de signes de reflux en Inde, qui enregistre désormais environ 11.000 nouveaux cas confirmés par jour et en a pour le moment recensé au total quelque 354.065.

Les autorités de la capitale indienne disent s'attendre à plus d'un demi-million de malades du Covid-19 à fin

juillet dans la mégapole de 20 millions d'habitants, soit une multiplication par près de 20 en moins de deux mois. Le gouvernement local réquisitionne des hôtels et salles de réception pour y installer des hôpitaux de campagne. 500 wagons de trains sont en cours de reconversion en centres d'isolement pour malades du Covid-19 dans la capitale.

Face à la virulence de la crise sanitaire, le Tamil Nadu (sud) a ordonné le reconfinement de l'agglomération de sa capitale régionale Chennai durant la deuxième quinzaine de juin.

CHINE

44 nouveaux cas confirmés signalés sur la partie continentale

L'autorité sanitaire chinoise a fait savoir mercredi qu'elle avait reçu des informations sur 44 nouveaux cas confirmés de COVID-19 sur la partie continentale mardi, à savoir 33 locaux et onze importés.

Parmi eux, 32 cas transmis localement, 31 ont été rapportés à Pékin, un au Hebei et un au Zhejiang, a annoncé la Commission nationale de la santé dans son bilan quotidien. Aucun nouveau décès dû à la maladie n'a été signalé mardi, selon la commission.

Deux personnes sont sorties de l'hôpital après leur rétablissement mardi. Trois nouveaux cas suspects ont été recensés à Pékin.

Le même jour, 83.265 cas confirmés de COVID-19 ont été signalés sur la partie continentale.

Parmi eux, 252 patients sont toujours hospitalisés, dont sept dans un état grave.

Un total de 78.379 patients ont été guéris et sont sortis de l'hôpital, et 4.634 personnes étaient mortes de la maladie, a indiqué la commission.

Selon le bilan établi mardi en fin de journée, la partie continentale de la Chine a signalé 1.856 cas importés. Sur ce total, 1.754 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 102 sont toujours hospitalisés.

Aucun décès n'a été enregistré parmi les cas importés. Mardi, sept cas suspects ont été recensés, d'après la commission. Selon la commission, 4.683 contacts étroits sont toujours sous observation médicale après que 116 personnes ont quitté l'observation mardi.

Mardi également, onze nouveaux cas asymptomatiques, dont quatre importés, ont été recensés sur la partie continentale. Six cas asymptomatique ont été reclassés comme cas confirmés. Un total de neuf cas asymptomatiques sont sortis d'observation médicale, selon la commission. La commission a indiqué que 106 cas asymptomatiques, dont 62 cas importés, étaient toujours sous observation médicale. Selon le bilan établi mardi, 1.112 cas confirmés, dont quatre décès, ont été signalés dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, 45 cas confirmés dans la RAS de Macao et 445 à Taiwan, dont sept décès.

Au total, 1.069 patients à Hong Kong, 45 à Macao et 433 à Taiwan sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement.

STÉROÏDE CONTRE LE COVID-19

L'OMS se félicite d'une "une percée scientifique"

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est félicitée mardi d'une "percée scientifique" après l'annonce par des chercheurs britanniques qu'un médicament de la famille des stéroïdes réduisait significativement la mortalité chez les malades gravement atteints par le Covid-19.

"C'est le premier traitement avéré qui réduit la mortalité chez les patients atteints par le Covid-19 sous assistance d'oxygène ou de respirateur", a commenté le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué.

"C'est une bonne nouvelle et je félicite le gouvernement britannique, l'université d'Oxford et les nombreux hôpitaux et patients au Royaume-Uni qui ont contribué à cette percée scientifique qui sauve des vies", a-t-il ajouté.

Les espoirs de trouver un traitement largement disponible et bon marché contre le nouveau coronavirus ont été avivés mardi par l'annonce que des responsables de l'essai clinique britannique Recovery avaient découvert qu'un stéroïde, le dexaméthasone, réduisait d'un tiers la mortalité chez les malades les plus gravement atteints.

Selon eux, "une mort sur huit pourrait être évitée grâce à ce traitement chez les patients placés sous ventilation artificielle".

"C'est une avancée majeure dans la quête de nouvelles manières de traiter les malades du Covid", s'est réjoui dans un communiqué le Pr Stephen Powis, directeur médical du NHS, le service public de santé britannique. Ce médicament est déjà utilisé dans de nombreuses indications pour son effet anti-inflammatoire puissant. "Les chercheurs ont partagé les premières informations sur les résultats de l'essai avec l'OMS, et nous espérons vivement connaître l'analyse complète des données dans les prochains jours", a ajouté l'OMS.

L'OMS a ajouté qu'elle allait conduire une "méta-analyse" de ces recherches dans le but d'actualiser ses directives pour "réfléter comment et quand le médicament devrait être utilisé" contre la maladie.

BOULIMIE

APPRENDRE À REPÉRER CE TROUBLE DE L'ALIMENTATION

La boulimie et l'hyperphagie boulimique sont difficiles à repérer car les patients en parlent peu. La Haute autorité de santé publie aujourd'hui des recommandations pour le repérage et la prise en charge de ces deux troubles des conduites alimentaires.

La boulimie et l'hyperphagie boulimique ne se voient pas au premier abord. En effet, les patients boulimiques qui ont souvent un comportement compensatoire (prise de laxatifs, vomissements...) pour éviter la prise de poids, ont généralement un IMC normal. Leur trouble passe alors inaperçu. Quant aux personnes hyperphagiques, on s'arrête à leur surpoids sans nécessairement explorer l'existence d'un trouble des conduites alimentaires.

PERMETTRE UNE PRISE EN CHARGE PRÉCOCE

« Ces troubles sont difficiles à repérer car les patients en parlent peu, ressentent souvent de la culpabilité et de la honte » souligne la Haute autorité de santé, qui vient de publier des recommandations et des fiches outils sur le repérage et la prise en charge de ces deux troubles des conduites alimentaires. Ce travail réalisé en collaboration avec la Fédération française anorexie boulimie, devrait aider les



professionnels de la santé et les familles à repérer certains signes cliniques d'alerte comme :

- une érosion des dents
- une angine de la main liée aux vomissements
- des troubles de la fertilité
- une hypokaliémie (manque de potassium)
- un angle sous-mandibulaire gonflé
- une demande de régime amaigrissant voire de chirurgie bariatrique...

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA BOULIMIE

- La boulimie touche environ 1,5 % des 12-20 ans et concerne environ trois jeunes filles pour un garçon.
- L'hyperphagie boulimique est plus fréquente (3 à 5 % de la population). Elle touche presque autant les hommes que les femmes et elle est plus souvent diagnostiquée à l'âge adulte.
- Ces troubles sont associés à un risque important de surmortalité liée aux troubles métaboliques induits et au suicide.

BOULIMIE : 4 PSYCHOTHÉRAPIES POUR LA SOIGNER

La personne boulimique a une perception d'elle-même déformée. Elle est persuadée de son peu de valeur et chaque crise la confirme dans cette idée. D'où la nécessité de se lancer dans un travail psychologique, en plus du suivi médical et nutritionnel. Plusieurs approches sont possibles.

SOIGNER LA BOULIMIE AVEC LA PSYCHOTHÉRAPIE

Mieux comprendre. C'est l'objectif d'une consultation chez un psychologue. Le travail avec un « psy » va aider à connaître l'origine de la maladie.

Comment ça se passe ? Suivre une psychothérapie, c'est rencontrer chaque semaine pendant une heure ou une demi-heure un psychologue. Ce dernier écoute, pose des questions, commente les propos du patient, assis en face de lui. Il l'aide à exprimer ses sentiments. Les boulimiques ont parfois des difficultés à se retrouver dans une situation duelle. Dans un premier temps, elles peuvent préférer une approche groupale dans différents groupes de parole animés par un psychothérapeute.

Où consulter ? Il est parfois possible de consulter un psychologue au centre hospitalier de sa ville. Se renseigner directement auprès de l'hôpital le plus proche de votre lieu d'habitation ou auprès de votre médecin traitant. Vous pouvez aussi choisir un psychologue libéral qui exerce dans un cabinet privé. Votre médecin vous indiquera des professionnels qualifiés. N'hésitez pas à en rencontrer plusieurs pour choisir celui avec qui vous vous sentez le mieux.

Comment choisir ? Votre médecin peut vous renseigner. Vous pouvez aussi vous fier aux recommandations de vos connaissances et amis pour faire votre choix. Le premier contact est important : vous sentirez rapidement si une relation de confiance peut s'installer. S'assurer que le professionnel possède bien les diplômes requis (une licence et une maîtrise en psychologie, ainsi qu'un DESS ou un DEA).

Combien de temps ? Travailler sur soi demande du temps. Une psychothérapie nécessite plusieurs mois voire un an de consultations régulières, au rythme d'une demi-heure, trois quarts d'heure ou une heure chaque semaine. Chaque cas est particulier. Tout dépend des objectifs que l'on s'est fixés, de sa propension à évoluer... On peut avoir besoin d'être accompagné pendant quelques semaines ou plutôt sonder sa personnalité en profondeur.

SOIGNER LA BOULIMIE AVEC LA THÉRAPIE COGNITIVE ET COMPORTEMENTALE

Cette technique peut accompagner la psychothérapie. Elle est pratiquée soit par un psychologue, soit par une diététicienne formée à cette approche. Son but : modifier durablement le comportement alimentaire par l'apprentissage de nouveaux fonctionnements : certaines boulimiques ne savent même plus se mettre à table, ou tenir un couvert.

Comment ça se passe ? La thérapie cognitive et comportementale peut se faire individuellement ou en groupe. Elle définit à travers 4 types d'action. Elle définit des objectifs : fixer le nombre de kilos à perdre ou à gagner. Elle informe :

expliquer les conséquences sur la santé de la boulimie, parler de la balance énergétique, préciser le rôle des nutriments... Elle restructure le comportement alimentaire : réintroduire les aliments que le patient s'interdit, les repas qu'il ne fait plus, fixer des horaires, une durée, un rythme des bouchées et des déglutitions. Enfin, elle prend en compte les composantes mentales à l'origine de la maladie.

Combien de temps ? Dans le cas de la boulimie, vouloir guérir ne suffit pas. Il faut de la répétition, des buts, de la mise en pratique. On aborde un point par séance, pas plus. Selon le profil des patients, la guérison peut prendre un, deux, trois ans.

SOIGNER LA BOULIMIE AVEC LA THÉRAPIE FAMILIALE

On peut faire le choix d'entreprendre une thérapie individuelle engagée par la maladie. Elle permet de canaliser les angoisses des parents/du conjoint, de prendre en compte leur souffrance et celle de la fratrie/des enfants.

Comment ça se passe ? Les séances réunissent la famille et le ou les thérapeutes. Dans certains centres, l'entretien se déroule dans une pièce avec l'un des thérapeutes tandis que le deuxième filme la séance à travers une glace sans tain. Ce dispositif, accepté au préalable par la famille, permet de mieux décrypter les modes de communication, et les réactions des uns et des autres. Chacun des membres a un fauteuil et s'installe différemment à chaque séance selon les conflits qui les opposent. Ces alliances et éloignements, tout comme

les propos tenus, sont interprétés.

Combien de temps ? La durée des séances est variable, elles durent en général 1h, parfois 1h30. Habituellement, les rendez-vous ont lieu tous les mois, toutefois la famille traverse une crise grave, les séances sont plus fréquentes.

SOIGNER LA BOULIMIE AVEC LA PSYCHANALYSE

Son objectif est de dénouer les traumatismes en remontant aux sources des difficultés psychiques. Sonder son inconscient n'est pas facile : cela demande plusieurs années de travail, à raison de 2 à 3 séances par semaine.

Comment ça se passe ? Le patient est invité à s'allonger pour se détendre et laisser libre cours à toutes ses pensées. Suivre une psychanalyse consiste principalement à parler sans se censurer. Évoker ses souvenirs, ses rêves, les images qui viennent spontanément à l'esprit...

L'analyste n'est pas dirigeant, il n'exécute ni ne conseille mais intervient pour amener son patient à s'attarder sur un mot, sur une pensée.

Combien de temps ? Une psychanalyse ne se compte pas en mois mais plutôt en années. Elle peut prendre trois, quatre, sept ans et plus encore. Les séances peuvent durer de 20 à 45 minutes.

Comment choisir ? Votre médecin peut vous renseigner. Vous pouvez également vous fier aux recommandations de vos connaissances et amis pour faire votre choix. Il est possible d'en rencontrer plusieurs pour choisir celui avec qui vous vous sentez le mieux.

LES 5 CLÉS DE LA PRISE EN CHARGE

Plus fréquente que l'anorexie, la boulimie démarre plus tard, vers 18 ans. Elle peut paraître moins grave, mais en réalité les complications sont nombreuses.

Le cerveau chasserait les pensées négatives grâce à la nourriture

Les personnes atteintes de boulimie pourraient se servir de la nourriture pour contrer le stress, selon une étude américaine.

Après un événement stressant, le cerveau des personnes atteintes de boulimie chasserait les pensées négatives grâce à la nourriture, contrairement à celui des personnes sans trouble alimentaire. Tel est le constat dressé par une nouvelle étude menée par l'American Psychological Association et publiée dans le *Journal of Abnormal Psychology*.

UN MÉCANISME DE DÉTOURNEMENT

Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs ont mené deux expériences. Dans la première, 10 femmes atteintes de boulimie et 10 femmes sans trouble alimentaire ont mangé le même repas. Un peu plus tard, elles ont été invitées à se pencher sur un problème de mathématiques impossible à résoudre, afin de leur faire ressentir du stress. Des images d'aliments riches leur ont ensuite été montrées. Pour finir, les volontaires ont dû évaluer leur niveau de stress et leur envie de nourriture. « Tout le monde a connu un stress accru après le problème de mathématiques et tout le monde a signalé une diminution du stress après avoir vu les images d'aliments. Les participantes ont également précisé que les images de nourriture avaient stimulé leur envie de manger », explique Sarah Fischer, co-auteur de l'étude.

Mais les cerveaux des femmes sans trouble alimentaire et ceux des femmes souffrant de boulimie ont réagi différemment : chez les premières, le flux sanguin vers le précoréum, une région du cerveau associée à l'auto-réflexion, a augmenté, tandis que chez les secondes, le flux sanguin vers cette région a baissé. Une diminution qui démontrerait l'existence, dans le cerveau, d'un mécanisme permettant de détourner une pensée négative vers quelque chose de plus concret, à savoir la nourriture. Selon les chercheurs, les personnes atteintes de boulimie pourraient ainsi utiliser la nourriture pour éviter le stress.

Les personnes boulimiques peuvent avoir jusqu'à plusieurs crises par jour... Il y a celles qui prennent du poids, ce l'on appelle aussi « hyperphages » ou « binge-eaters », et celles qui se font vomir pour garder un poids normal, voire un poids très bas. Dans tous les cas, la prise en charge repose les cinq domaines suivants.

1- LE NOUVEAU REGARD SUR L'ALIMENTATION

On leur réapprend à apprécier les saveurs des aliments, à ressentir la satiété (donc à manger suffisamment pour cela), à manger à heures fixes, à ne pas sauter de repas. On reprend aussi avec elles la gestion des courses et le plaisir qu'il peut y avoir à cuisiner, pour le susciter à nouveau.

2- LA SURVEILLANCE DES RISQUES PHYSIQUES

Les vomissements entraînent des carences, qui peuvent causer une ostéoporose précoce, et surtout des déséquilibres ioniques (minéraux) potentiellement graves, puisque pouvant provoquer un arrêt cardiaque. « Les patientes boulimiques hospitalisées avec des troubles du rythme cardiaque sont nourries pendant trois semaines uniquement par une sonde qui apporte à l'organisme les nutriments dont elles ont besoin,



directement dans l'estomac ou l'intestin. Cela permet de faire disparaître le réflexe de vomissement », explique le Pr Jean-Claude Melchior, nutritionniste et infectiologue à l'unité nutrition du pôle infection-inflammation de l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches.

3- LE SUIVI DENTAIRE

Les vomissements à répétition finissent aussi par causer des dégâts irréversibles aux dents. D'où la nécessité de visites rapprochées chez le dentiste.

Parler du côté esthétique du sourire qui peut être mis en jeu par des dents abîmées peut être un bon argument pour prendre en charge ce trouble du comportement alimentaire.

4- LES THÉRAPIES PSYCHOCORPORELLES

Alors que les anorexiques éprouvent une fierté à être dans l'hypercontrôle, la boulimie est une perte de contrôle et s'accompagne souvent de culpabilité et d'autodépréciation. La psychothérapie vise donc à

restaurer l'estime de soi et à réapprendre à « se remplir » d'autre chose que de nourriture, en retrouvant des activités et des relations enrichissantes. Des thérapies mettant l'accent sur le corps sont également très utiles.

5- LES MÉDICAMENTS

La boulimie est une addiction qui répond à un mal-être profond. Comme pour l'anorexie, les antidépresseurs ou les anxiolytiques peuvent aider à passer un cap difficile. Ils sont donc souvent utiles temporairement.

LES SIGNES D'ALERTE

Les crises de boulimie se déroulent souvent en solitaire. Quand elle craque, la boulimique ressent le besoin d'avaler de grandes quantités de nourriture de façon anarchique, en un court laps de temps. Il faut se remplir, un point c'est tout. Comment détecter les signes de la boulimie ?

Ce comportement, irrésistible, traduit un profond mal-être : manque de confiance en soi, sentiment d'abandon, de vide. En même temps, la patiente boulimique est très soucieuse de sa minceur. Elle se cache pendant ses crises et éprouve ensuite un sentiment de culpabilité et de dégoût de soi qui peut la mener à la dépression. Très souvent, elle se fait vomir après ses crises. Cette maladie concerne en général des femmes. Elle apparaît le plus souvent à l'adolescence ou après un choc émotionnel (décs, ennuis professionnels...) et succède parfois à des périodes d'anorexie. Si elle n'est pas prise en charge, elle peut s'installer sur de longues années.

Si vous avez des doutes à propos de votre fille ou de votre amie, certains signes, souvent difficiles à détecter, peuvent vous alerter. « N'hésitez pas à demander un avis médical. »

- Elle va souvent aux toilettes ; pendant le repas, juste après, et dans la nuit. Dans la salle de bain, elle laisse l'eau du lavabo couler pour masquer le bruit de ses vomissements.



- Il lui arrive de manger gouluement, sans mâcher, donnant l'impression de ne pas pouvoir s'arrêter de déglutir.

- Certains détails peuvent la trahir : le frigo dévalisé, les stocks de nourriture cachés un peu partout...

- Elle a le visage boursoffé. Sous les lobes des oreilles, les glandes parotides sont gonflées, sous la mâchoire, les glandes salivaires aussi.

Elle fait parfois des odèmes causés par ses vomissements répétés et elle a des marques sur les plangales.

- Son humeur est instable. Elle est irritable, angoissée et dépressive. Elle a parfois des idées suicidaires.

- Elle a parfois un comportement excessif : alcool, vol d'aliments à l'épicerie...

Les troubles à ne pas confondre avec la boulimie

Il existe d'autres formes de troubles du comportement alimentaire (TCA) en dehors de l'anorexie et de la boulimie :

- Les compulsions alimentaires (hyperphagie, craving). Elles se manifestent par l'ingestion massive et rapide, hors repas, d'aliments appréciés et souvent sucrés (chocolat, gâteau...). Il y a ici un certain plaisir même si les compulsions se font sans faim. Aucune stratégie pour maigrir n'accompagne ce comportement qui conduit à des problèmes de surpoids. Ce trouble concerne autant les hommes que les femmes. Chez les ados, on parle de « craving ».

- Le grignotage ou chaos alimentaire. C'est le fait de manger, sans avoir faim, sans y penser, par petites bouchées d'assez gros volumes d'aliments prêts à consommer : chips, biscuits apéritifs, paquets de gâteaux, bonbons, barres de céréales... à n'importe quel moment de la journée.

BURKINA FASO 19 terroristes abattus pendant la période du 5 au 14 juin

L'armée burkinabè a abattu 19 terroristes pendant la période du 5 au 14 juin, a indiqué mardi l'état-major général des armées dans un bulletin.

Selon le bulletin, l'armée a effectué 53 opérations de sécurisation de marchés et lieux de cultes, quatre engins explosifs improvisés ont été découverts et détruits et onze opérations aériennes (frappes, reconnaissance, escorte) ont été menées.

Sur les 19 terroristes neutralisés, sept ont été tués dans une embuscade vendredi 12 juin contre une unité du détachement de Sollé en mission de reconnaissance et douze autres dans l'attaque du détachement de Kelbo, province du Soum, le mercredi 9 juin où un militaire a été tué et cinq autres blessés.

Par ailleurs, deux autres soldats burkinabè ont été tués dans l'attaque à l'engin explosif improvisé dans les environs de Mentao d'une escorte de camions civils de ravitaillement par une section du détachement de Djibo le samedi 6 juin.

Après l'attaque terroriste qui a visé l'armée ivoirienne dans la nuit du 10 au 11 juin faisant une dizaine de morts, l'armée burkinabè a mené une opération de ratissage, selon le bulletin.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Mort d'un magistrat: enquête pour "meurtre"

Le ministre congolais de la Justice a annoncé mardi soir qu'une enquête judiciaire sera ouverte pour "élucider les circonstances" du "meurtre" d'un magistrat en charge d'un procès anticorruption sans précédent en République démocratique du Congo.

Le juge Raphaël Yanyi Ovungu est mort dans la nuit du 26 au 27 mai, deux jours après avoir présidé la deuxième audience de ce procès ayant pour principal accusé Vital Kamerhe, l'un des principaux collaborateurs et alliés politiques du chef de l'Etat Félix Tshisekedi.

Le parquet avait annoncé l'ouverture d'une enquête et demandé une autopsie pour déterminer les "causes ou moyens" du décès.

Le magistrat est décédé d'une "hémorragie" résultant d'un "traumatisme" crânien et des "coups" reçus "à un endroit très sensible du crâne", a dévoilé le ministre, Célestin Tunda Ya Kasende, en condamnant au nom du gouvernement un "acte ignoble".

Le ministre citait les conclusions d'un rapport d'autopsie auquel ont participé selon lui un médecin légiste congolais et l'un de ses collègues de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco).

Le gouvernement "appelle la population au calme", ajoute le ministre dans un communiqué. Le jugement dans ce procès doit être rendu samedi.

Le parquet a requis le 11 juin 20 ans de prison à l'encontre de M. Kamerhe et de son principal coaccusé, un entrepreneur libanais. Tous deux sont poursuivis pour détournement de quelque 50 millions de dollars de fonds publics. L'exécutif "marque son soutien à l'ensemble du corps des magistrats", a ajouté le ministre. "L'autopsie a également révélé l'existence de substances toxiques à doses non létales dans le corps du défunt", selon le communiqué. Ces substances "ne sont pas la cause directe du décès", a expliqué le ministre à la presse. "La cause principale du décès, ce sont les coups qu'il a reçus et particulièrement à un endroit très sensible du crâne", a-t-il souligné.

APS

UNION AFRICAINE Condamnation des attaques ciblant des pays africains et appel à renforcer la lutte contre le terrorisme

L'Union africaine condamne fermement les attaques terroristes ayant ciblé ces dernières semaines le Nigeria, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali en faisant plusieurs morts, appelant à renforcer la lutte contre le terrorisme.

Dans un communiqué publié mardi, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a exprimé son "indignation" et sa "préoccupation" suite aux "multiples attaques terroristes ayant ciblé ces dernières semaines le Nigeria, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali.

Tout en condamnant fermement ces attaques "lâches" et en présentant ses condoléances aux familles des victimes, le président de la Commission a réitéré la nécessité de renforcer la lutte contre le terrorisme et appelle à la "solidarité de tous dans ces moments particulièrement difficiles". Les



attaques terroristes survenues dans ces pays au cours de ces dernières semaines ont fait plusieurs morts.

Les dernières attaques terroristes sanglantes ont ciblé un convoi militaire au niveau de la localité de

Bouka Weré dans le centre du Mali, faisant plusieurs morts dans les rangs des soldats maliens.

EXPLOITATION ILLÉGALE DU PHOSPHATE SAHRAOUI Le Front Polisario lance une "bataille judiciaire" contre deux firmes néo-zélandaises

Le Front Polisario est déterminé à lancer "une bataille judiciaire" contre deux sociétés néo-zélandaises qui continuent d'investir illégalement dans les territoires sahraouis et d'importer du minerai de phosphate du Sahara occidental occupé par le Maroc depuis 1975, selon l'agence sahraouie SPS et des médias néo-zélandaises.

En mars dernier, le Front Polisario a déposé une plainte officielle devant la Cour suprême de Nouvelle-Zélande pour empêcher la Caisse de pension de Nouvelle-Zélande de continuer d'investir illégalement dans les territoires sahraouis occupés.

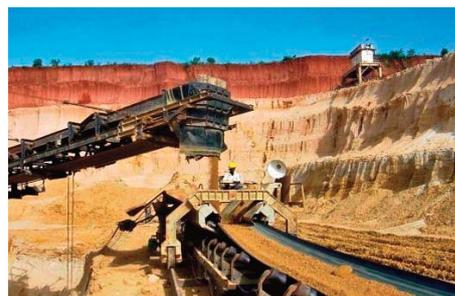
Le Front Polisario et une Association néo-zélandaise, "iront devant la Cour suprême de Nouvelle-Zélande pour plaider contre les investissements et les importations de phosphate de ces sociétés dans les territoires occupés", a rapporté mardi le journal néo-zélandais Stuuft.

En effet, la représentation du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, a rappelé qu'il porte l'affaire de la Caisse de pension néo-zélandaise devant les juridictions de Nouvelle-Zélande pour qu'"elle arrête d'importer du phosphate du Sahara occidental", dénonçant "la Nouvelle-Zélande et l'Australie qui cherchent à s'enrichir

des ressources naturelles d'un territoire occupé sans le consentement de son peuple".

Les firmes néo-zélandaises (Ravensdown) et (Balance Agri-Nutrients) importent environ 30 millions de dollars de minerai de phosphate sahraoui par an pour les besoins des exploitations agricoles de toute la Nouvelle-Zélande, indique-t-on. Le Front Polisario a averti, dans une note publiée récemment, que ces investissements "nuisent à la réputation de la Nouvelle-Zélande en tant que pays responsable au sein de la communauté internationale".

"Le peuple sahraoui est déterminé à protéger ses ressources naturelles par tous les moyens disponibles. Cette action en justice est un message clair pour tous ceux qui sont impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles sahraouies qu'ils peuvent faire face à une action en justice et au retrait des investisseurs", prévient par ailleurs le représentant sahraoui en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel.



En 2017, un navire se dirigeant vers le port de Tauranga (ville située sur l'île du Nord en Nouvelle-Zélande) avec un chargement de phosphate de 5 millions de dollars a été saisi en Afrique du Sud, où un tribunal a conclu qu'il appartenait légalement au gouvernement sahraoui, et non à l'OCP (groupe marocain). Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

LIBYE

Erdogan et Merkel appellent à renforcer le processus onusien

La chancelière allemande, Angela Merkel et le président turc, Tayyip Erdogan, ont évoqué mardi lors d'un appel vidéo le conflit en Libye et convenu de renforcer le processus dirigé par les Nations Unies, selon une déclaration du porte-parole de la chancellerie allemande, citée par Reuters.

Les deux dirigeants ont discuté de la situation en Libye et dans la Méditerranée orientale et convenu de consolider le processus mené par l'ONU pour sortir de la crise libyenne, indique

la même source. Samedi, le chef de l'ONU Antonio Guterres s'est félicité de la reprise des travaux de la Commission militaire mixte libyenne, tout en émettant le souhait de voir les belligérants libyens parvenir bientôt à un cessez-le-feu.

Dans un communiqué publié la semaine dernière, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a rappelé de son côté que la tragédie qui frappe le pays depuis plus d'un an a prouvé "sans aucun doute, que toute guerre entre Li-

byens est une guerre perdue". La MANUL a souligné qu'"une solution politique" à la crise de longue date de la Libye reste à portée de main, ajoutant qu'"une reprise des pourparlers ouvrirait la voie à une solution politique globale fondée sur l'accord politique libyen et



dans le cadre des conclusions de la conférence de Berlin et de la résolution 2510 du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres résolutions pertinentes".

PLAN D'ANNEXION EN CISJORDANIE Le projet israélien "ne bénéficie d'aucun soutien international" (Abou Gheit)

Le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, a déclaré mardi que "les plans d'annexion israéliens ne bénéficient d'aucun soutien international", ont rapporté les médias palestiniens.

Par la voix de son adjoint, Hossam Zaki, Aboul Gheit a déclaré que "les plans d'annexion israéliens ne bénéficient d'aucun soutien international", selon l'agence de presse palestinienne (Wafa).

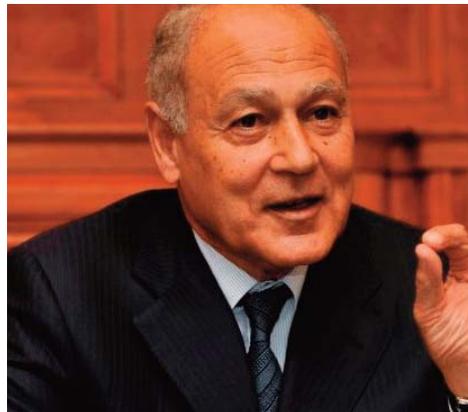
Le SG adjoint de la Ligue arabe, a confirmé que le Secrétaire général poursuit ses contacts au niveau international afin de construire un soutien international contre les décisions israéliennes.

Par ailleurs, M.Zaki a annoncé que Gheit participera, par la "vidéoconférence", à une session du Conseil de sécurité qui se tiendra le 24 juin et qui portera sur la mise en œuvre de la Résolution 2334 du Conseil de sécurité. L'occupant israélien

va présenter à partir du 1er juillet sa soi-disant stratégie pour traduire dans les faits le plan Trump, qui prévoit l'annexion par Israël de la vallée du Jourdain (30% de la Cisjordanie) et des plus de 130 colonies, ainsi qu'e la création d'un Etat palestinien sur un territoire amputé.

Le Premier ministre palestinien, Mohammed Shtayyeh, a prédit un "été chaud" si l'Etat hébreu mettrait en branle le projet d'annexion.

En janvier dernier, l'administration américaine a présenté un supposé plan censé régler le conflit entre Palestiniens et Israéliens, qui proposait notamment l'annexion des colonies is-



raéliennes et des zones de Cisjordanie, rejeté en bloc par les Palestiniens.

Depuis 1967, la Cisjordanie est occupée illégalement par Israël.

Le roi de Jordanie réaffirme son opposition au projet israélien d'annexion

Le roi Abdallah II de Jordanie a réaffirmé son opposition au projet israélien d'annexion de pans de la Cisjordanie occupée, a rapporté mardi le palais royal. "Toute action unilatérale israélienne visant à annexer le territoire en Cisjordanie est inacceptable et sape les chances de paix et de stabilité dans la région", averti le roi lors d'entretiens virtuels avec des membres du Congrès américain. Le roi a souligné "la nécessité de mettre fin au conflit israélo-palestinien sur la base d'une solution à deux Etats", et réaffirmé "l'importance d'établir un Etat palestinien indépen-

dant, souverain et viable sur les lignes du 4 juin 1967, avec Al Qods -Est comme capitale", a indiqué le palais royal.

Israël doit dévoiler à partir du 1er juillet sa stratégie pour mettre en œuvre le plan de l'administration américaine pour le Proche-Orient, qui prévoit notamment l'annexion par Israël de la vallée du Jourdain et de colonies juives établies en Cisjordanie, occupé.

Quelque 450.000 colons israéliens vivent parmi plus de 2,7 millions de Palestiniens dans ce territoire occupé par Israël depuis 53 ans, siège de l'Autorité palestinienne dirigée par Mah-

moud Abbas. La Jordanie a rejeté à plusieurs reprises toute annexion israélienne des territoires palestiniens occupés, avertissant qu'elle "tueraient les chances de paix".

Le mois dernier, le roi Abdallah avait prévenu Israël d'un "conflit majeur" avec le royaume en cas d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie, dans un entretien avec le magazine allemand Der Spiegel. Son Premier ministre, Omar Razzaz, avait aussi menacé de reconsidérer les relations du royaume avec Israël si l'Etat hébreu menait à bien ses plans d'annexion.

ONU

Débat sur le racisme et les violences policières au Conseil des droits de l'Homme



Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève organise, mercredi, des débats sur le racisme et les violences policières, à la demande des pays africains qui souhaitent une enquête sur le "racisme systémique", notamment aux Etats-Unis, rapportent les médias.

"Le débat à Genève, convoqué à partir de 15H00 (13H00 GMT), a été engagé par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU dans le contexte du mouvement historique" qui secoue les Etats-Unis depuis la mort brutale, le 25 mai à Minneapolis (Minnesota), de George Floyd, un quadra-

naire afro-américain mort asphyxié par un policier blanc, précise-t-on de mêmes sources.

Le frère de George Floyd devrait s'adresser par lien

USA

Action en justice du gouvernement Trump pour bloquer la parution d'un livre d'un ex-conseiller

Le gouvernement américain a engagé mardi une action en justice afin de tenter de bloquer la publication d'un livre de l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton, qui devrait dresser un portrait très critique de la présidence Trump. La plainte, déposée auprès d'un tribunal fédéral, argue que M. Bolton

n'a pas fait approuver son texte en amont, et que son ouvrage est ainsi "clairement en violation des accords qu'il a signés comme condition de son emploi et de son accès à des informations hautement classifiées".

La parution du livre, intitulé "The Room Where It Happened, A White House Memoir", est prévue le 23 juin.

IRAK

La Turquie déploie des forces spéciales contre les rebelles kurdes

Ankara a annoncé mercredi le déploiement de forces spéciales dans le nord de l'Irak, dans le cadre d'une opération terrestre contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) appuyée par son aviation et son artillerie.

"L'opération +Griffes du tigre+ a commencé. Nos héros des forces spéciales sont à Haftanin", a déclaré le ministre turc de la Défense sur Twitter, sans préciser le nombre de militaires déployés. "Nos commandos, qui sont appuyés des hélicoptères de combat et des drones, ont été transportés par nos forces aériennes", a-t-il ajouté. Le ministre turc de la Défense a justifié le lancement de l'opération par la "recrudescence récente des attaques contre nos commissariats et nos bases militaires" situés près de la frontière irakienne.

Il a ajouté que le déploiement des militaires avait été précédé d'un intense bombardement d'artillerie.

Cette opération risque de créer des frictions entre Ankara et Bagdad, qui a convoqué mardi l'ambassadeur turc pour protester contre des frappes menées par l'aviation turque sur des positions du PKK sur le sol irakien cette semaine.

Ankara avait en effet annoncé avoir mené dans la nuit de dimanche à lundi des frappes à Kandil, Sinjar et Hakurk, des localités du nord de l'Irak. La Turquie mène régulièrement des raids aériens contre les bases arrière du PKK dans ce pays voisin.

FRANCE

Nouvelles manifestations de policiers dans plusieurs villes

Plusieurs centaines de policiers ont manifesté mardi dans plusieurs villes de France, après des annonces du gouvernement sur l'abandon prochain d'une technique d'interpellation controversée.

L'annonce de l'abandon de la clé d'"étranglement" par les autorités le 8 juin, après un week-end de mobilisations contre les violences policières, a provoqué la colère des policiers.

Cette technique d'interpellation "continuera d'être mise en oeuvre" jusqu'à ce qu'une autre technique soit définie, avait indiqué lundi le chef de la police nationale Frédéric Veaux.

Mais l'annonce n'a pas suffi à éteindre la mobilisation des forces de l'ordre, qui s'estiment injustement accusées de racisme et violences dans le sillage de la mort de George Floyd aux Etats-Unis, tué par un policier.

Après l'Arc de Triomphe samedi, le Trocadéro dimanche et le quartier d'affaires parisien de la Défense lundi, environ 200 policiers se sont rassemblés mardi devant le Stade de France à Saint-Denis, dans un silence régulièrement troublé par les sirènes, selon des médias. Des dizaines de voitures de service étaient stationnées, gyrophares allumés.

"Après Paris et la Défense, ce soir on est au Stade de France pour montrer qu'on a du coeur et qu'on aime notre République.

On continuera tant que le président n'aura pas entendu notre appel à nous recevoir", a prévenu Stéphane Finance, du syndicat Alliance.

A Bobigny, en banlieue parisienne, une centaine de policiers ont observé une minute de silence devant le tribunal pour "les collègues blessés et morts en service" avant d'entonner la Marseillaise et d'allumer les gyrophares et les sirènes de leurs voitures.

D'autres manifestations ont eu lieu à travers le pays, notamment à Mulhouse (est), Perpignan (sud) et Reims (nord), rassemblant des centaines de fonctionnaires de police.

SITE TOURISTIQUE DE MACHU PICCHU (PÉROU)

Réouverture à partir du premier juillet

Le site historique de Machu Picchu, principale attraction touristique du Pérou fermée depuis le 16 mars dernier en raison de l'urgence sanitaire, accueillera à nouveau les visiteurs à partir du 1er juillet avec un maximum de 675 touristes par jour, ont annoncé les autorités locales.

Ce chiffre est très en deçà de la normale car la citadelle inca recevait avant sa fermeture une moyenne de 5.000 visiteurs par jour.

Le gouverneur de Cusco, Jean Paul Benavente, a précisé que la limite de visiteurs sera de 75 par heure pour les quatre visites différentes qui peuvent être effectuées dans la zone, avec une durée maximale d'une heure et vingt minutes, ont indiqué les médias.

Les touristes qui s'y rendront devront en outre porter un masque, tandis que certaines zones seront interdites d'accès. Le Pérou est le deuxième pays le plus touché par le nouveau coronavirus en Amérique latine, derrière le Brésil, avec 225.000 cas de contamination, dont 6.500 décès.

Le sanctuaire du Machu Picchu, situé à 80 km au nord-ouest de la ville de Cusco, a été découvert en 1911 par l'explorateur américain Hiram Bingham et est inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité depuis 1983.

La citadelle en pierre, dont le nom signifie "Vieille Montagne" en langue quechua, a été édifée sous le règne de l'empereur Pachacutec (1438-1471). Elle est située au cœur d'une réserve naturelle de plus de 35.000 hectares.

FRANCE

Le Festival d'opéra d'Aix-en-Provence passe au numérique

Le Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence (sud de la France), l'une des plus importantes manifestations d'opéra dans le monde, a été réorganisé en version numérique, avec dix récitals filmés à huis clos puis diffusés gratuitement sur Internet, annoncent les organisateurs sur le site de l'événement.

Après l'annulation du format original pour cause de pandémie de coronavirus, cette "scène numérique", prévue du 6 au 15 juillet, sera émaillée également de débats sur l'avenir du monde de l'opéra, mis à mal par la pandémie en raison de la fermeture inédite et prolongée des théâtres à travers le monde.

Parmi les invités de marque figurent le baryton allemand Christian Gerhaher, les sopranos françaises Sabine Devieille et Véronique Gens, le ténor français Stanislas de Barbeyrac, le contre-ténor polonais Jakub Jozef Orliński ou encore le grand chef d'orchestre britannique Simon Rattle.

Les récitals seront enregistrés à huis clos dans des lieux emblématiques du festival avant d'être diffusés en streaming sur la chaîne du festival, les réseaux sociaux et quelques médias spécialisés.

Les organisateurs annoncent également la rediffusion de spectacles enregistrés lors des précédentes éditions.

De nombreux artistes qui étaient prévus au festival vont participer à des débats qui seront enregistrés puis diffusés sur la chaîne du festival, tels que le violoniste et chef d'orchestre allemand Thomas Hengelbrock et la compositrice finlandaise Kaija Saariaho.

APS

PATRIMOINE

Rencontre avec les responsables des sites classés au patrimoine mondial

La ministre de la Culture Malika Bendouda a rencontré mardi à Alger les responsables des sites archéologiques classés sur la liste représentative du patrimoine mondial de l'humanité par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Organisée au palais de la culture Moufidi-Zakaria, cette réunion a connu la participation des responsables des sites de la Kalâa des Béni Hammad à Msila, des sites archéologiques de Djemila (Sétif), Timgad (Batna) et Tîpasa, de la Vallée du M'zab (Ghardaïa).

La directrice de l'Agence nationale des secteurs sauvegardés (Anss), Karima Sadki, représentant la Casbah d'Alger, le directeur du projet des parcs culturels algériens (Ppca), Salah Amokrane, représentant la parc culturel du Tassili N'Ajjer, et le directeur général de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc), Abdelkader Dahdouh, assurant la gestion et l'exploitation de plusieurs sites, ont également pris part



à cette rencontre. Lors de cette réunion consultative, les responsables des différents sites ont présenté des exposés sur le niveau de préservation, de conservation

et de mise en valeur de chaque site, sur les préoccupations des gestionnaires et sur les programmes élaborés pour l'année en cours. La ministre de la Culture

a pour sa part insisté sur l'obligation d'adapter le mode de gestion de ces sites pour en faire un "vecteur de création de richesse et de développement local".

PREMIER SALON VIRTUEL DE LA PHOTOGRAPHIE D'ANNABA Plus de 500 photographes attendus

Plus de 500 photographes professionnels et amateurs devront participer au premier salon virtuel de la meilleure photographie prise durant le confinement à domicile imposé par la lutte contre l'épidémie du Covid-19, ont indiqué mardi, à Annaba les organisateurs de cette manifestation sur le réseau social Facebook.

Organisée conjointement par la direction de la culture, la maison de la culture Mohamed Boudiaf et l'association "Lumière de la Méditerranée", la manifestation, lancée le 2 juin dernier a attiré des photographes de toutes les

régions du pays ainsi que de certains pays arabes qui ont participé avec des photos exceptionnelles, assure le coordinateur du salon, Ahmed Hamel.

Cette manifestation "algéro-arabe" est une opportunité de rencontre et d'échange entre les jeunes photographes amateurs et "une initiative d'utilisation utile de l'espace virtuel" pour la promotion de l'art et de la culture, a assuré Hamel.

Chaque participant présentera deux photographies, selon la même source qui a précisé que le jury composé de photographes professionnels algériens

et arabes commença l'évaluation des photos présentées par les participants nationaux et des pays arabes (Égypte, Syrie, Irak, Arabie saoudite, Jordanie et Soudan) le 27 juin et annoncera les résultats le 5 juillet (fête nationale de l'indépendance et de la jeunesse).

Parallèlement au concours de la meilleure photo, l'initiative propose des ateliers virtuels d'initiation à la photographie et diffuse des conférences sur les techniques de la photographie outre l'organisation de galeries virtuelles, ont indiqué les organisateurs.

LE BRITISH COUNCIL

Mise en ligne de sa bibliothèque numérique en Algérie

Le British Council a mis en ligne mardi à Alger sa bibliothèque numérique qui donne accès gratuit aux adhérents Algériens à de nombreux contenus culturels, éducatifs, et scientifiques.

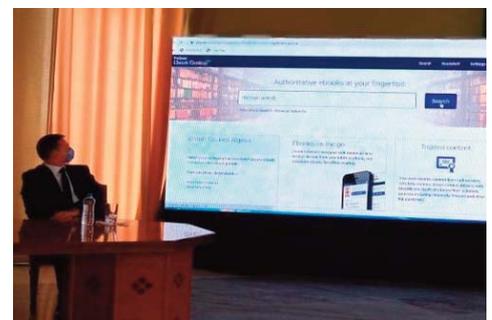
Le lancement de cette bibliothèque digitale, riche de milliers d'ouvrages, journaux, livres électroniques et enregistrements, entre autres, s'est déroulé lors d'une cérémonie au Palais de la culture Moufidi-Zakaria en présence de la ministre de la Culture, Malika Bendouda.

Ce projet "traduit la profondeur des relations culturelles entre l'Algérie et le Royaume Uni et confirme aussi la volonté de préserver dans toutes circonstances les liens d'échanges et de rapprochement" entre les deux peuples, a souligné la ministre lors de son allocution.

Le lancement de cette plate-forme numérique était "une occasion pour le renforcement des relations culturelles bilatérales" qui, a-

elle dit, seront appuyées à l'avenir par d'autres projets de coopération.

Pour sa part, l'ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie, Barry Lowen, a déclaré que la mise en ligne de cette bibliothèque est un "prélude" au développement du partenariat entre son pays et l'Algérie notamment dans le domaine de la culture qui, soutient-il, est une "base pour le développement de l'économie de la connaissance". Le directeur du British Council, Orlando Edwards, s'est félicité, quant à lui, de "l'intérêt de l'Algérie à faciliter les échanges culturels entre les deux pays", tout en affirmant l'engagement de son centre à mettre à la disposition de ses membres algériens des "connaissances et des ressources" dans divers domaines. La bibliothèque numérique du British Council donne accès gratuit aux étudiants, chercheurs et passionnés de la culture anglaise, à des milliers de documents numé-



riques dans divers domaines notamment la culture, la science et l'éducation.

Des livres électroniques et audio, journaux, magazines, bandes dessinées, romans graphiques, spectacle de théâtre, web-séries ou encore des concerts de musique sont accessibles gratuitement via le site web : www.britishcouncil.dz En plus des livres académiques dans toutes les disciplines universitaires comme l'anthropologie, les beaux-arts, la littérature et l'économie,

la bibliothèque offre aussi à ses membres la possibilité de pratiquer l'anglais et de s'initier à travers des formations à distance, à des applications et logiciels courants.

Fondé en 1934, le British Council, organisation publique financée par le gouvernement britannique et dédiée aux domaines de l'éducation et des relations culturelles, est présent dans plus de 100 pays notamment dans les domaines de l'art, de la culture, et de la langue anglaise.

TÉLÉCOMS Amnesty met en garde contre des applications de traçage

L'organisation de défense des droits humains Amnesty International a averti mardi que les applications de traçage développées par Bahreïn, le Koweït et la Norvège pour contenir la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) étaient "parmi les plus dangereuses pour la vie privée".



De nombreux pays se sont tournés vers les technologies mobiles pour suivre les déplacements des personnes et de celles avec lesquelles elles entrent en contact, permettant aux autorités de tracer les chaînes de contamination au Covid-19.

"Bahreïn, le Koweït et la Norvège ont fait peu de cas de la vie privée des personnes, avec des outils de surveillance très invasifs qui vont bien au-delà de ce qui est justifié pour lutter contre le Covid-19", a déclaré dans un communiqué Claudio Guarnieri, responsable du "Security Lab" d'Amnesty International.

Une analyse technique détaillée de 11 applications

a démontré selon l'ONG, que celles mises en place par ces trois pays permettent de "suivre en direct ou en quasi direct les déplacements des utilisateurs", les coordonnées GPS étant fréquemment téléchargées par une base de données gouvernementale en temps réel, "ce qui n'est probablement ni nécessaire, ni proportionné". Des applications moins invasives utilisent les connexions Bluetooth pour détecter les interactions des utilisateurs infectés par la maladie.

Les autorités norvégiennes ont déclaré lundi qu'elles allaient suspendre leur application "Smittestopp" (Stop aux infections), après que l'orga-

nisme national de protection des données, Datailsynet, a décidé d'interdire à l'Institut norvégien de la santé publique d'utiliser les informations obtenues via cet outil.

"Nous appelons aussi les gouvernements bahreïni et koweïtien à cesser immédiatement l'utilisation de ces applications sous leur forme actuelle", a écrit Claudio Guarnieri.

Les Etats arabes du Golfe, riverains de l'Iran, le pays le plus touché du Moyen-Orient par le Covid-19, ont mis en place des mesures très strictes de confinement voire de contrôle des déplacements pour enrayer la propagation du nouveau coronavirus sur leurs territoires respectifs.

Fin mai, une faille de sécurité dans l'application qatarie de traçage des personnes infectées a été révélée et dénoncée par Amnesty International car elle exposait les données personnelles de plus d'un million d'utilisateurs aux cyberattaques.

Le défaut dans le code de cette application, dont l'utilisation est obligatoire, a été corrigé à la suite du signalement de l'ONG.

CHINE Début de la mission d'un satellite d'observation polaire

Le premier satellite d'observation polaire de la Chine a commencé sa mission d'observation de l'Arctique après avoir passé neuf mois en orbite autour de la Terre, ont indiqué mardi des sources de l'équipe d'exploitation citées par des médias locaux.

La mission testera les capacités d'observation du satellite qui devrait atteindre une couverture complète de l'Arctique en sept jours, a déclaré Chen Zhuoqi, chef de l'équipe d'exploitation et professeur adjoint à l'École d'ingénierie et de sciences géospatiales dépendant de

l'Université Sun Yat-Sen, à Guangzhou.

Depuis son lancement le 12 septembre 2019, le satellite baptisé "Ice Pathfinder" (Code: BNU-1) a achevé sa mission d'observation de l'Antarctique, renvoyant plus de 1.000 images couvrant la région du pôle Sud. Après plus d'un mois de débogage et de tests en orbite, les plateformes et capteurs satellitaires sont en bon état de fonctionnement. Le premier lot de données sur l'Arctique a été traité, a déclaré Cheng Xiao, scientifique en chef du projet de satellite et professeur à l'Université Sun Yat-Sen.

OCDE Intelligence artificielle: lancement d'un partenariat mondial à l'OCDE

Quinze membres fondateurs ont lancé lundi le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA), qui sera hébergé par l'OCDE à Paris et dont l'objectif consiste à en "encourager l'utilisation responsable", a indiqué l'institution. "L'OCDE hébergera le secrétariat du nouveau Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA), une coalition lancée aujourd'hui afin

d'encourager l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle, dans le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques", a expliqué l'organisation financière dans un communiqué. "Le PMIA rassemblera des experts du secteur privé, des gouvernements, de la société civile et du monde académique pour effectuer des recherches et des projets pilotes sur l'intel-

ligence artificielle", a précisé l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Les quinze membres fondateurs sont: l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Corée, l'Union européenne, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Slovaquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

APS

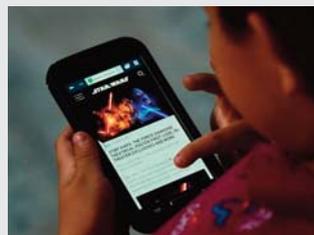
TROUBLE DE L'ATTENTION CHEZ L'ENFANT Les Etats-Unis approuvent le premier jeu de "thérapie numérique"

Les autorités sanitaires américaines ont approuvé le premier traitement basé sur des jeux pour les enfants présentant un trouble de déficit de l'attention (TDAH), nouvelle illustration de la tendance au recours aux "thérapies numériques".

L'agence américaine du médicament (FDA) a indiqué lundi avoir approuvé la vente sur ordonnance du jeu "EndeavorRX", de la start-up Akili Interactive, pour les enfants de 8 à 12 ans ayant ces troubles.

Selon la FDA, il s'agit de la première thérapie numérique visant à traiter le TDAH, ainsi que la première thérapie basée sur un jeu à être approuvée pour tout type de maladie.

Le jeu, élaboré pour améliorer les fonctions cognitives, est fait pour s'inscrire dans un programme qui peut aussi



inclure d'autres types de thérapie, des médicaments et des programmes éducatifs.

Les thérapies numériques ont été approuvées pour certains traitements, comme pour les troubles addictifs, et sont en train d'être testées pour plusieurs autres problèmes, des douleurs chroniques à l'anxiété.

CHINE Nouveau satellite d'observation de la Terre

La Chine a lancé mercredi un nouveau satellite d'observation de la Terre depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest du pays, a rapporté l'agence Chine nouvelle.

Le satellite "Gaofen-9 03", envoyé en orbite par une fusée porteuse "Longue Marche-2D", est un satellite de télédétection optique, précise l'agence.

Selon la même source, le satellite sera principalement utilisé dans l'arpentage, l'urbanisme, la confirmation

des droits fonciers, la conception du réseau routier, les estimations de rendement des cultures et la prévention et la réduction des catastrophes, ainsi que dans la fourniture d'informations pour la construction de "la Ceinture et la Route".

Deux autres satellites ont également été envoyés dans l'espace par la même fusée porteuse. Le lancement de mercredi était la 335^e mission des fusées de la famille Longue Marche.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wjlaya de Biskra

District administratif d'Ouled-Djellal

Daira de sidi Khaled

Commune de sidi Khaled

N° d'identification fiscal de la commune: 098407085074419

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 de décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de la commune de sidi Khaled informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 06/2020 concerné de réalisation des projets dans le tableau ci-dessous, publier dans les journaux nationaux: DK NEWS du 05/05/2020 que l'évaluation des offres financières a donné les résultats suivants:

Désignation du projet	Entreprise	Montant du projet	NOTE	Observation
إنجاز مخطط مدرسي 200 وجبة بمدرسة حويلي بلهاسي	ETB HELIS HOCINE NIF:18320700109143	12.567.590.00DA	70	L'OFFRE MOINS DISANTE

Remarque: Le service contractant est tenu d'inviter, dans l'avis d'attribution provisoire du marché, les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures offres techniques et financières, à se rapprocher de ses services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats par écrit.

- Tout recours devra être adressé à la commission des marchés NIF: (088407085074419) dans un délai de 10 jours à partir de la première parution de cet avis, et ce en application de l'article 82 décret présidentiel n° 15-247 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

FORMULE E

Retour prévu début août avec 6 courses à huis clos à Berlin

Le championnat de Formule E, interrompu depuis le 13 mars par la pandémie de coronavirus, reprendra en août avec six courses à huis clos à Berlin, ont annoncé la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et la Formule E mercredi.

"Le championnat de Formule E devrait reprendre les 5 et 6 août avec un premier double ePrix dans le complexe de l'ancien aéroport de Berlin - Tempelhof, suivi d'un deuxième le week-end des 8 et 9 août. Un troisième et dernier double ePrix, qui se tiendra les 12 et 13 août, conclura la saison", précise leur communiqué.

"Chaque double ePrix sera disputé sur différentes configurations du circuit, ce qui garantit que l'intérêt sportif reste inchangé", est-il précisé.

Outre l'absence de public, le nombre de personnes sur le paddock sera limité à "1000 simultanément".

"Des mesures de distanciation (physique) strictes" seront en vigueur et "la plupart des rassemblements - comme les vérifications administratives, les briefings des pilotes et des responsables d'équipes et les auditions par les commissaires - se feront en visioconférence".

La saison comptera donc onze courses à lieu de quatorze, depuis la première manche à Diriyah, en Arabie Saoudite, le 22 novembre. Huit ePrix ont été annulés (Sanya en Chine, Rome, Paris, Séoul, Jakarta, New York et deux à Londres).

Celui de Berlin était prévu initialement le 21 juin. Le Portugais Antonio Félix Da Costa mène le classement des pilotes et son équipe DS Techeetah celui des constructeurs.

NBA

Les joueurs réfractaires ont jusqu'au 24 juin pour se déclarer

Les joueurs de la NBA qui ne voudraient pas participer à la reprise de la saison fin juillet à Disney World (Floride) devront en informer leurs équipes avant le 24 juin, rapporte mardi The Athletic, citant une directive du syndicat.

"Il est essentiel que chaque joueur comprenne qu'il a le droit de choisir de ne pas rejouer", écrit la NBA à ses membres, à qui elle a envoyé un document contenant les protocoles de santé et de sécurité qu'ils devront respecter tout au long de leur séjour à Orlando.

"Tout joueur souhaitant exercer ce droit devra en informer son équipe avant le 24 juin", souligne l'association.

Depuis que la NBA a annoncé il y a quinze jours la reprise de sa saison, le processus se voit quelque peu ébranlé avec l'émergence d'un groupe de joueurs réfractaires, qui ont invoqué différentes raisons justifiant selon eux de ne pas se rendre en Floride.

Lancée par la star de Brooklyn Kyrie Irving, cette Coalition d'environ 80 joueurs fait notamment valoir que le retour à la compétition passe après leur engagement pour la lutte contre l'injustice raciale et sociale, laquelle a pris un tournant mondial après la mort de George Floyd le 26 mai.

Certains craignent également les risques liés au coronavirus et ceux de blessures en raison d'une préparation trop courte. D'autres enfin, redoutent d'être isolés et éloignés de leur famille pendant plusieurs semaines, voire presque trois mois s'ils vont au bout de la compétition. Les joueurs pourront déclarer forfait, qu'ils aient des problèmes de santé les exposant à un risque accru d'infection du Covid-19 ou d'autres raisons de ne pas vouloir jouer.

Ils ne seront pas sanctionnés, a assuré la NBA, mais une réduction salariale les attend pour chaque match non disputé. La reprise "n'est peut-être pas pour tout le monde", a convenu lundi le patron de la NBA Adam Silver. "Mais la plateforme dont dispose cette ligue est énorme, elle est mondiale. Elle touche 1,8 milliard de personnes via les réseaux sociaux. Et nous allons l'utiliser pour résoudre ces problèmes sociaux". Mardi, l'ancienne idole des Lakers, Magic Johnson a abondé dans ce sens dans une discussion sur Twitter. "Jouer à nouveau au basket ne va pas arrêter les manifestations, c'est un mouvement mondial.

Cela peut être bénéfique aux joueurs en raison de la grande exposition dont ils disposeront".

APS

JM ORAN-2022

Nouvelle réunion COJM-CIJM le 2 juillet prochain

Le Comité d'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens (COJM), prévue à Oran en 2022, tiendra le 2 juillet prochain une nouvelle réunion avec la commission de coordination relevant du Comité international des jeux (CIJM), a-t-on appris mercredi du COJM.

Il s'agit de la deuxième réunion entre les deux parties en l'espace de moins d'un mois après celle tenue par visioconférence jeudi passé, précise-t-on de même source.

Le rendez-vous du 2 juillet, qui se tiendra également par visioconférence, sera une autre occasion pour les 12 commissions du COJM de passer en revue le travail réalisé dans le cadre des préparatifs du rendez-vous méditerranéen, surtout après le report, d'une année, de la prochaine édition en raison de la pandémie de coronavirus, souligne-t-on encore de même source.

Lors de la précédente réunion, le président de la commission de coordination du CIJM, le Français Bernard Amslam, avait notamment mis en garde contre tout relâche-



ment après le décalage des jeux qui auront lieu finalement du 25 juin au 5 juillet 2022. "Le report des JM était plus que nécessaire après que les Jeux olympiques, prévus pour cet été, aient été renvoyés à 2021. On devait donc éviter tout chevauchement entre les deux événements pour assurer un maximum de réussite au rendez-vous d'Oran", avait déclaré le

directeur général du COJM, Salim Iles, à l'APS.

Ce dernier a affiché son optimisme quant à la participation des meilleurs athlètes des pays du bassin méditerranéen à l'édition d'Oran.

Il avait, en outre, assuré que malgré le report des JM et la période de confinement dictée par la propagation du Covid-19 dans le monde entier, ses as-

sistants et lui ont redoublé d'efforts et sont parvenus à réajuster le calendrier des différentes épreuves avec les nouvelles dates de la 19e édition.

Tous les points seront présentés à la commission de coordination du CIJM au cours de la prochaine réunion que le COJM compte aborder avec "assurance", rassure-t-on de même source.

BASKET/NATIONALE 1

Le CR Béni-Saf s'accroche au rêve d'accession après 15 ans d'attente

Le basket-ball retrouve toute sa verve dans la wilaya d'Aïn Témouchent après plusieurs années de déclin, grâce à ses trois clubs qui se sont mis en valeur cette saison en jouant les premiers rôles dans leur championnat de Nationale 1 (messieurs).

Il s'agit du CR Témouchent, du CS Aïn Larbaâ ainsi que du CR Béni-Saf.

Ce dernier caracolait en tête du classement avant l'interruption des compétitions sportives, il y a de cela trois mois, pour cause de coronavirus et reste le plus proche pour accéder en Super-Division.

Mais voilà que le spectre d'une saison blanche, qui plane sur la discipline, hante les esprits des amoureux de CR Béni-Saf, eux qui attendaient depuis 15 années le moment de voir leur équipe retrouver l'élite.

La crainte de voir les efforts consentis tout au long de cet exercice partir en fumée gagne également la direction du club, qui croise les doigts de peur de voir la Fédération algérienne de basket-ball

(FABB) décréter une saison blanche.

Cette éventualité, qui se profile à l'horizon, a poussé les dirigeants de la formation de la ville côtière à s'empresser pour lancer un appel en direction de la FABB afin de "trouver une formule à même de permettre aux actuels leaders de la Nationale 1 dans les deux groupes, d'accéder parmi l'élite la saison prochaine".

Pour le président, Mokhtar Ousama, et ses assistants dans le comité dirigeant du club, une éventuelle décision allant dans le sens de l'annulation pure et simple de cet exercice "portera un énorme préjudice au projet sportif du CR Béni-Saf", une formation qui a réussi son premier pari dans le processus de renouveau en accédant en Nationale 1 et qui a fait d'une autre montée en Super-Division son principal objectif cette saison. Ce serait également un "véritable coup de massue" pour toute la population de Béni-Saf, réputée pour son amour pour le basket et qui a retrouvé le sourire ces dernières années après le retour

au-devant de la scène de leur club favori dans cette discipline, affirme-t-on encore du côté de la direction de cette formation. Cette "résurrection" a été rendue possible grâce à l'implication des entrepreneurs et autres opérateurs de la ville, assure pour sa part Farouk Adjroudi, membre du comité dirigeant, qui n'a pas omis aussi de mettre en exergue l'apport des autorités locales, représentées par la direction de la jeunesse et des sports et la wilaya d'Aïn Témouchent, estimé à un peu plus de 3 millions de dinars, tout en souhaitant qu'il soit augmenté si son équipe venait d'accéder au premier palier. En cas d'accession, ce club sera également le seul représentant de l'Ouest du pays en Super-Division, après que les clubs oranais, qui portaient jadis le flambeau de la balle au panier dans cette région, aient entamé depuis plusieurs années leur descente aux enfers. Raison de plus pour que les amateurs de basket dans toute l'Oranie retiennent aujourd'hui leur souffle.

JEUX OLYMPIQUES-2020

Rencontre MJS-DTN des fédérations ce jeudi

La Direction générale des sports du ministère de la Jeunesse et Sports, tiendra jeudi matin à l'amphithéâtre du département ministériel, une réunion de travail avec les Directeurs techniques nationaux (DTN) des Fédérations sportives, concernées par les qualifications aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo-2020, décalés d'une année, a appris l'APS, mercredi auprès de plusieurs fédé-

rations nationales. La réunion de travail qui s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des programmes de préparation des athlètes d'élite, portera sur la suite à réserver aux préparatifs des athlètes qualifiés et autres en quête d'une qualification. La préparation des athlètes algériens est interrompue depuis mi-mars dernier suite à la fermeture des infrastructures sportives, en raison de la pandémie

du coronavirus (Covid-19), qui a également contraint le CIO à reporter d'une année les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo. L'ordre du jour arrêté par la direction générale des sports du MJS portera sur la présentation des plans et programmes de préparation des athlètes d'élite pour la période post-confinement, avec dates et lieux, liste des athlètes susceptibles d'être qualifiés aux ren-

dez-vous de Tokyo ainsi que la présentation des contraintes liées à la préparation. Un total de dix huit (18) fédérations sportives sont concernées par la réunion. Il s'agit d'Athlétisme, Aviron et canoë Kayak, Boxe, Haltérophilie, Cyclisme, Natation, Voile, Handisport, Tir Sportifs, Tennis de Table, Badminton, Escrime, Gymnastique, Judo, Karaté, Lutttes Associées, Taekwondo et Tennis.

INFRASTRUCTURES - CENTRE DE FORMATION DE TLEMCCEN

La FAF lance un deuxième appel d'offres, national et international

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé mardi avoir lancé un deuxième avis d'appel d'offres, national et international, portant sur la réalisation du second d'œuvre du Centre technique régional de Tlemcen, en précisant que cette décision a été prise après "l'infirmité" du premier avis d'appel d'offres.

"Suite à l'infirmité du premier avis d'appel d'offres ouvert, national et international, portant sur la réalisation du second d'œuvre du centre technique régional de football de Tlemcen, la Fédération algérienne de football a lancé un deuxième avis d'appel d'offres ouvert, national et international" a indiqué l'instance fédérale mardi soir dans un communiqué, diffusé sur son site officiel.

Le retrait du dossier d'appel d'offres doit se faire auprès du Département des moyens généraux de la FAF, au 128 chemin Ahmed Ouaked, Dely Ibrahim (Alger).

Toujours selon la même source, "l'offre doit être présentée en trois plis, fermés et séparés à l'intérieur de la même enveloppe.

Le premier pli comportant la mention « offre technique », le deuxième comportant la mention « offre financière » et



le troisième pli comportant la mention « caution de soumission ». L'enveloppe extérieure "doit être anonyme". Les soumissionnaires doivent présenter l'offre en deux (2) exemplaires : l'une devant porter la mention "original" et l'autre la mention "copie". En cas de

différence entre les deux (2) copies, l'originale fera foi. Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée dans un délai de 30 jours à compter de la première parution. Le 30e et dernier jour, les offres doivent être déposées avant 12h00 et toute offre reçue après

cette date limite sera rejetée. Les plis seront ouverts publiquement, en une seule séance, le dernier jour à 12h15.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 120 jours calendaires, à compter de la date d'ouverture des plis.

Réunion LFP-clubs de Ligues 1 et 2 de l'Ouest jeudi à Oran

La Ligue de football professionnel (LFP) tiendra une réunion de travail avec les clubs de Ligues 1 et 2 de l'Ouest du pays, jeudi à Oran, a indiqué l'instance sportive. Cette réunion a été décidée par le Bureau exécutif de la LFP. "Son but est d'associer les clubs sur l'avenir des compétitions et sur leurs capacités organisationnelles des matches dans le cas d'une

reprise du championnat", actuellement suspendu depuis mi-mars en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a expliqué la LFP. La rencontre d'Oran, présidée par le premier responsable de la Ligue, Abdelkrim Medouar, sera suivie par deux autres avec les équipes du Centre et de l'Est à des dates qui seront fixées ultérieurement. La LFP a rappelé que la

reprise des compétitions reste "liée à la levée des mesures de prévention décidées par les hautes autorités du pays contre la propagation du Covid-19. Elle est aussi sujette à l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports". Les clubs auront à discuter également d'autres points relatifs à leur quotidien dans le contexte de la crise sanitaire actuelle.

NAPLES/ TRANSFERT

Adam Ounas contre un nouveau prêt

L'international algérien de Naples (Serie A) Adam Ounas, annoncé sur les tablettes de Lille n'est pas chaud pour un prêt au club de Ligue 1 française, rapporte le journal La

voix du nord. La piste d'Ounas est réelle, mais compliquée.

L'international algérien jouit d'un gros salaire en Italie, ne veut a priori plus être prêt (comme cette saison à Nice)

ni faire partie d'un deal en cas de départ d'Osimhen à Naples, précise la même source. Ounas (23 ans), avait été prêt par Naples à l'OGC Nice pour une saison, mais la direction du club

azuréen a décidé de ne pas lever l'option d'achat. A Nice cette saison, le champion d'Afrique algérien a disputé 19 matches, inscrivant 4 buts et quatre passes décisives.

ALGÉRIE

Le Dr Bekkat Berkani plaide pour l'annulation de la saison sportive

Le Dr Mohamed Bekkat Berkani, membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19), s'est prononcée mardi contre la reprise des championnats de football en Algérie, suspendus depuis mi-mars, estimant qu'une éventuelle annulation de la saison serait "la meilleure décision".

"Il y a eu un déconfinement partiel, l'autorisation de rassemblements n'a pas encore été décrétée.

Donc, je pense qu'il serait mieux d'annuler la saison sportive, afin de préserver la santé de tout le monde.

La situation sanitaire au pays est stable, mais pas encore maîtrisable", a affirmé à l'APS le Dr Bekkat Berkani, également président du Conseil national de l'Ordre des médecins, spécialiste des pathologies respiratoires.

La saison footballistique 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison du COVID-19, reprendrait ses droits après "la levée du confinement et autorisation de rassemblements", comme décidé lors de la récente réunion du Bureau exécutif de la Fédération algérienne (FAF).

"A partir du moment que les mosquées, écoles, universités et salles des fêtes n'ont pas été autorisés à rouvrir, je ne vois pas l'utilité de poursuivre la saison footballistique, avec tout ce que cela implique comme risque réel pour la santé d'autrui", a-t-il ajouté.

La Fédération algérienne de football vient d'annoncer avoir remis, lundi, au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le document portant "Mesures envisagées pour la remise du jeu", en relation avec la pandémie de COVID-19.

"Je suis persuadé que le protocole sanitaire ne sera pas respecté par les clubs.

La preuve : la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie de COVID-19 a décidé de rendre le port du masque de protection obligatoire, mais il y a des personnes qui ne respectent pas encore cette mesure".

Avant de conclure : "Il ne faut pas compliquer davantage la situation en relançant la compétition sportive.

Le football est un sport de contact, donc le risque est partout : sur le banc, dans les vestiaires et dans l'enceinte sportive en général. Donc, je plaide pour un

report où carrément l'annulation de la saison, c'est la meilleure décision qu'on puisse prendre aujourd'hui".

La feuille de route retenue par la FAF consiste à poursuivre le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 sur 8 semaines, après une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle que soit la date qui sera arrêtée par les pouvoirs publics.

S'ensuivra une phase de repos total d'au moins une semaine aux joueurs puis une autre active d'un mois qui amorce le début de la période d'enregistrement.

Ce n'est qu'après cette phase que la nouvelle saison débutera à une date à arrêter ultérieurement.

Présidée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution du COVID-19 est composée notamment du Dr Djamel Fourar (porteur de parole), du Dr Mohamed Bekkat Berkani, du professeur Ryad Mahyaoui, spécialiste en réanimation médicale ou encore du professeur Elias Akhamouk, spécialiste des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital de Tamanrasset.

EGYPTE

Le président du Zamalek contre la reprise du championnat

Le président du Zamalek, Mortada Mansour, s'est prononcé contre la reprise du championnat de football en Egypte prévue le 25 juillet prochain, et fustigé le ministre des Sports qui avait fait l'annonce officielle.

"Je suis très surpris par la décision du ministre de reprendre la compétition. Les décisions concernant le football reviennent aux présidents de clubs et non au gouvernement", a déclaré Mortada Mansour à Zamalek TV. Le président du Zamalek a tenu à préciser ses griefs.

"si les décisions venaient du gouvernement, alors c'est une intervention gouvernementale que nous refusons, et d'ajouter " si le ministre des Sports veut remettre le titre à Al Ahly, il devrait le déclarer publiquement parce qu'il n'a remporté aucun trophée cette saison".

Le premier responsable du deuxième club phare du football égyptien est formel. " Le championnat ne reprendra pas. 14 clubs sont contre le redémarrage, nous ne jouerons pas à cause d'une ou deux équipes.

Je n'ai aucun problème à couvrir Al Ahly champion si les règles le disent", a-t-il martelé.

Avant l'interruption du championnat d'Egypte en mars dernier, Al Ahly occupait la tête avec 49 points et une avance de 17 points sur son adversaire direct, Arab Contractors, tandis que le Zamalek pointait en quatrième position avec 31 points.

ANGLETERRE

David Silva va terminer la saison avec Manchester City

L'Espagnol David Silva va prolonger de quelques semaines à Manchester City afin de terminer les compétitions déjà entamées par le club anglais, a rapporté mercredi la presse britannique.

En fin de contrat, David Silva (34 ans, 28 matches et 3 buts toutes compétitions confondues cet exercice), comme de nombreux autres joueurs dans son cas, va bien quitter Manchester City cet été, mais pas avant la fin de saison.

"David restera jusqu'à la fin de la saison. Il jouera ses derniers matchs sans spectateurs. Mais j'espère que le club pourra lui organiser un adieu approprié devant les gens", a déclaré l'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola.

David Silva essayera avec ses coéquipiers, dont l'international algérien Riyad Mahrez, d'atteindre l'objectif fixé cette saison par Manchester City, celui de remporter une première Ligue des champions pour les "Citizens", vainqueurs du Real Madrid (2-1), lors du 8e de finale aller en Espagne.

ANGLETERRE

Rashford promet de poursuivre sa mobilisation pour les familles pauvres

L'attaquant international anglais de Manchester United, Marcus Rashford, qui a réussi à convaincre le gouvernement britannique à aider financièrement les familles défavorisées, a promis mercredi de poursuivre son engagement pour cette cause.

Mardi, sous la pression de la campagne menée par le Mancunien de 22 ans, le gouvernement britannique s'était résolu à prolonger pendant l'été un programme de fourniture de repas gratuits aux enfants défavorisés, mis en place pour pallier la fermeture des écoles et de leurs cantines pendant le confinement imposé par la pandémie du nouveau coronavirus.

"J'ai parlé à Marcus Rashford aujourd'hui et je l'ai félicité pour sa campagne. Je le remercie aussi pour ce qu'il a fait. Je pense qu'il a raison d'attirer l'attention sur ce problème", a déclaré le Premier ministre Boris Johnson au cours d'une conférence de presse.

Rashford s'est dit mercredi "reconnaissant" pour le déblocage d'un fonds alimentaire d'un montant d'environ 120 millions de livres sterling (environ 133 millions d'euros), qui permettra de tenir jusqu'à la rentrée et la réouverture prévue des établissements scolaires.

"Mais je ne veux pas que ce soit la fin de mon engagement, parce que d'autres mesures doivent être prises", a-t-il expliqué à la BBC. D'après lui, "des gens luttent toute l'année pour se nourrir, et nous devons mieux comprendre leur situation, et comment les aider au mieux", a-t-il ajouté.

La victoire de Rashford face au gouvernement a beaucoup réjoui la presse anglaise, même celle qui soutient d'habitude inconditionnellement le gouvernement.

"Des résultats !", clamait ainsi The Sun, alors que le Daily Star suggérait même Rashford comme "Premier ministre !". Lui-même issu d'une famille à bas revenus et qui a souvent dépendu d'aides alimentaires diverses, Marcus Rashford a embrassé cette cause au tout début du confinement, à l'époque où les joueurs de football étaient critiqués par le gouvernement, car ils refusaient de baisser leurs salaires.

Il a notamment levé 20 millions de livres (environ 22,3 millions d'euros) de dons alimentaires et financiers, qui doivent permettre de servir 3 millions de repas à des familles défavorisées, avec l'association FareShare, qui lutte contre le gaspillage alimentaire et la malnutrition.

L'Arminia Bielefeld revient en Bundesliga

Le club de l'Arminia Bielefeld, relégué dans les divisions inférieures du foot allemand depuis onze ans, va effectuer son retour dans l'élite la saison prochaine, à la suite du match nul concédé mardi (1-1) par son principal rival à la promotion, Hambourg, face à Osnabrück.

L'Arminia, qui avait battu le Dynamo Dresde 4-0 lundi soir, est désormais assuré de figurer parmi les deux premiers de la D2 allemande, places synonymes de promotion automatique en Bundesliga. Il est actuellement largement en tête avec 7 points d'avance. Deux anciens champions d'Allemagne, Hambourg (2e) et Stuttgart (3e), se disputeront donc la dernière place qualificative.

Celui qui terminera 3e à l'issue de la saison devra disputer un barrage face au 16e de la Bundesliga pour espérer retrouver l'élite du foot allemand. L'Arminia Bielefeld avait quitté la Bundesliga en 2009.

Le club avait, deux ans plus tard, été relégué en D3, où il avait passé trois saisons avant de remonter en deuxième division.

APS

ARABIE SAOUDITE

Le Ahly Djeddah fixe à 4.5 millions USD le prix de cession de Belaïli

Le Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne de football) aurait fixé à 4.5 millions de dollars la clause libératoire de l'ailier international algérien Youcef Belaïli, convoité par plusieurs formations, rapporte mardi la presse locale.

Jugé intransférable il y a quelques mois, la presse saoudienne indique dans ses dernières informations sur le dossier Belaïli que ses employeurs ont changé d'avis et pensent sérieusement à vendre leur joueur lors du mercato estival.

Les responsables du Ahly Djeddah se préparent à vendre deux vedettes du club, à savoir l'international algérien Youcef Belaïli et le Brésilien Josef da Souza Dias.

La même source a expliqué les raisons de cette décision sur le fait que Belaïli et son coéquipier Dias "n'ont pas pu trouver leurs repères avec leur club".

De plus, l'ancien joueur de l'USM Alger avait rencontré d'énormes problèmes avec ses dirigeants au cours de cette première



saison. Arrivé l'été dernier en provenance de l'EST Tunis, Belaïli (28 ans) a inscrit deux buts et offert trois passes décisives en 13 rencontres de championnat disputées.

Avant l'arrêt du championnat en Arabie saoudite en mars, provoqué par la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), le Ahly Djeddah occupait la 4e

place avec 37 points, loin derrière Al-Hilal, solide leader avec 51 unités, au terme de la 22e journée. Le championnat saoudien reprendra ses droits le 4 août prochain.

Le Bayern décroche son 30e titre de champion, le premier à huis clos !

Le Bayern Munich a remporté mardi le 30e titre de champion d'Allemagne de son histoire, le 8e consécutif, et surtout le premier titre majeur décerné dans le foot européen depuis la reprise post-coronavirus.

Le "Rekordmeister", qui a terminé à dix après l'exclusion d'Alphonso Davies pour deux avertissements (79e), s'est imposé à huis clos 1-0 à Brême grâce à un but de Robert Lewandowski (43e).

Munich compte désormais 10 points d'avance sur son dauphin Dortmund, qui ne peut plus le rejoindre, avec trois matches seulement à jouer dont un ce mercredi contre Mayence (20h30),

pour la 32e journée. Le 4 juillet à Berlin, l'équipe tentera de conquérir un deuxième doublé national consécutif en finale de la Coupe d'Allemagne contre Leverkusen.

Avant de se lancer une nouvelle fois en août à la conquête de la Ligue des champions, qui lui échappe depuis 2013. Si le champion est désormais connu, la Bundesliga n'a pas encore épuisé tout son suspense.

Mönchengladbach (59 pts), vainqueur ce mardi 3-0 de Wolfsburg, a repris provisoirement à Leverkusen (57 pts) la quatrième place, synonyme de qualification pour la Ligue des champions 2020-2021. Le Bayer reçoit

mercredi Cologne pour tenter de se replacer. Dortmund (66 pts), est solidement accroché à sa deuxième place et d'ores et déjà qualifié pour la prochaine Ligue des champions.

Le troisième est Leipzig (62 pts), toujours en course pour les 1/4 de finale de l'actuelle Ligue des champions, qui s'achèvera en août.

En bas de tableau, le promu Paderborn, battu 1-0 par l'Union Berlin, n'aura pas survécu à sa première saison de Bundesliga et redescend l'an prochain en D2. L'Arminia Bielefeld, assuré de terminer dans les deux premiers de D2, retrouvera en revanche l'élite, onze ans après l'avoir quittée.

CÔTE D'IVOIRE

Report de l'assemblée électorale de la Fédération

L'assemblée générale pour l'élection d'un nouveau président de la Fédération ivoirienne de football, initialement prévue le 2 juillet, a été reportée au 5 septembre prochain, a annoncé l'instance fédérale.

Ce report se justifie par les mesures sanitaires prises par l'Etat ivoirien dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, indique un communiqué publié à l'issue

d'une réunion tenue par le comité exécutif de la Fédération ivoirienne de football.

La limitation de tout rassemblement à 50 personnes au lieu de 200 auparavant, ainsi que le confinement obligatoire dans la capitale économique ivoirienne, Abidjan, comptent parmi les mesures édictées par les autorités ivoiriennes pour maîtriser la pandémie de Covid-19.

Trois personnalités du football ivoirien, dont le président de la Ligue professionnelle ivoirienne, Sory Diabaté, actuel premier vice-président de la FIF, ont fait acte de candidature à la présidence de l'instance dirigeante du football ivoirien.

L'ancien capitaine des Eléphants, Didier Drogba, de même que l'ancien vice-président de l'instance dirigeante du football ivoirien,

ont également fait acte de candidature à la présidence de la FIF.

Pour avoir le droit de concourir au poste de président de la Fédération, ces dirigeants doivent bénéficier de parrainage de collèges électoraux, trois sur les 14 clubs de Ligue 1, deux sur les 24 de Ligue 2, deux sur les 38 clubs de division 3 et un sur les cinq Groupements d'intérêt.

Fernando Santos maintenu à la tête de l'équipe du Portugal jusqu'à l'Euro-2024

Le sélectionneur de l'équipe du Portugal Fernando Santos, vainqueur de l'Euro-2016 et de la Ligue des nations l'été dernier, a été prolongé à son poste jusqu'à l'Euro-2024, a annoncé mardi la Fédération portugaise de football (FPF).

"Le nouveau contrat entre la FPF et Fernando Santos et son équipe technique sera en vigueur jusqu'en 2024", a indiqué la Fédération dans un communiqué, alors que l'entraîneur de 65 ans avait prolongé en 2016 pour quatre années supplémentaires.

"D'ici là, le sélectionneur national

participera à la phase finale de l'Euro-2020, à la qualification pour la deuxième édition de la Ligue des nations, où il défendra le deux titres remportés par le Portugal, en plus des qualifications au Mondial-2022 du Qatar, à la Ligue des nations 2023 et à l'Euro-2024", a détaillé la FPF.

Aux commandes de la Seleção depuis septembre 2014, Santos a offert au Portugal son premier titre international majeur en battant la France, chez elle, en finale de l'Euro-2016.

Assurant les qualifications pour la Coupe des confédérations et au Mon-

dial-2018 en Russie, il est aussi devenu le sélectionneur comptant le plus de victoires avec l'équipe du Portugal, a rappelé la Fédération.

Santos était déjà le premier entraîneur portugais ayant dirigé les trois plus grands clubs de son pays: le FC Porto, le Sporting puis le Benfica.

Il a également dirigé plusieurs clubs grecs (AEK Athènes, Panathinaïkos et PAOK Salonique) avant d'être nommé en 2010 à la tête de l'équipe de Grèce, avec laquelle il a atteint les quarts de finale de l'Euro-2012 puis les huitièmes de finale du Mondial-2014.

Le salaire demandé par Cavani est hors-marché

Pour Cavani, la situation pourrait devenir problématique, car plus le temps passe, plus il pourrait se retrouver en situation fragile, même si l'allongement de la saison du fait de la crise sanitaire lui offre une marge de manœuvre supplémentaire. Cependant, l'issue la plus probable reste que l'attaquant uruguayen finisse par accepter un contrat plus bas, entre 8 et 10 millions d'euros net par an, ce qui dégagera beaucoup plus d'options



MAN UNITED FAIT LE FORCING POUR WILLIAN

Manchester United veut absolument revenir au premier plan. Pour arriver à ses fins, le club compte se montrer actif lors de ce mercato estival malgré la situation financière de tous les clubs du Vieux Continent. Les Red Devils veulent se renforcer dans tous les secteurs de jeu. À commencer par le secteur offensif.

Selon les informations de France Football, le club mancunien se serait activé sur le cas du Brésilien Willian. En fin de contrat le 30 juin avec les Blues de Chelsea, l'international auriverde devrait sauf retournement de situation quitter la capitale londonienne.

Pourtant, son souhait est de prolonger avec les Blues, mais sa direction ne semble pas du même avis. L'actuel numéro 10 des Blues de Chelsea pourrait être l'un des premiers renforts de Manchester United au mercato estival. La direction mancunienne est très intéressée par son profil d'autant plus qu'il pourrait arriver gratuitement dans la ville de Manchester. Le board mancunien aurait juste à prendre en charge son salaire et bien évidemment la prime à la signature du joueur.

En cas d'arrivée à United, l'international brésilien viendrait renforcer un secteur offensif jeune et irrégulier.

AUBAMEYANG, ARTETA EST «CONFIANT»

En discussion avec Arsenal pour prolonger son contrat qui expire en 2021, Pierre-Emerick Aubameyang (30 ans, 26 matchs et 17 buts en Premier League cette saison) a mis la pression sur ses dirigeants.

Un message parfaitement reçu par le manager Mikel Arteta, apparemment d'accord avec son attaquant. "C'est à nous de lui faire sentir que c'est le bon endroit pour avancer dans sa carrière, a réagi le coach espagnol dans des propos relayés par l'Evening Standard. Pour cela, il doit se sentir estimé, il doit sentir qu'il nous appartient et qu'on le veut. Ensuite, il doit vraiment penser que nous pouvons faire évoluer ce club comme nous le voulons et qu'il sera un joueur clé de ce projet."

"Je suis très content de ses performances et de son comportement. Je pense que j'ai une excellente relation avec lui, on peut discuter de beaucoup de choses face à face. En ce qui me concerne, je crois qu'il est très heureux au club, a estimé le technicien. (...) Nous avons beaucoup de discussions avec Pierre, sa famille et son agent. Je suis assez confiant quant à nos chances de parvenir au bon accord pour toutes les parties."

En cas de désaccord, les Gunners accepteraient sans doute de transférer l'international gabonais cet été pour éviter un départ libre l'année prochaine.

Chelsea : une offensive pour recruter Benrahma ?

Chelsea pourrait faire une offre pour s'attacher les services de Saïd Benrahma (Brentford, 24 ans), dans les prochains jours. D'après RMC Sport, la formation londonienne apprécie beaucoup le profil de l'international algérien. Elle aurait déjà pris des renseignements et négocierait avec son club et ses conseillers. Brentford attendrait 20 millions d'euros pour le laisser filer, tandis qu'Arsenal et Leicester seraient également intéressés. Cette saison, Benrahma a inscrit 10 buts et délivré 8 passes décisives en 34 apparitions en Championship. Son contrat porte jusqu'en juin 2022.



OFFICIEL : AMBROSE SIGNE 3 ANS À METZ

Prêté l'été dernier à Metz par Manchester City, l'attaquant français Thierry Ambrose (23 ans) s'est engagé jusqu'en 2023 avec les Grenats. L'ancien joueur de Manchester City, qui avait réalisé un prêt intéressant à Lens en 2018-2019, n'a pas marqué le moindre but avec Metz la saison passée, en 18 apparitions, mais son prêt était assorti d'une option d'achat automatique (estimée entre 2 et 3 M€) en cas de maintien du club lorrain en Ligue 1. Ambrose, qui s'est ainsi engagé jusqu'en 2023, est le sixième joueur à prolonger l'aventure avec le club messin ces derniers jours après Alexandre Oukidja, Mathieu Udol, Kévin N'Doram, Vincent Pajot et Paul Delecroix.

Le clan Hakimi dément la piste du Bayern

Prêté au Borussia Dortmund par le Real Madrid, Achraf Hakimi a récemment été associé au Bayern Munich en vue d'un possible transfert. Mais son agent, Alejandro Camaño, a coupé court à cette rumeur.

Le flou persiste sur l'avenir d'Achraf Hakimi. Actuellement prêté au Borussia Dortmund, l'international marocain va retourner au Real Madrid à l'issue de la saison. Mais plusieurs clubs européens aimeraient profiter du prochain mercato estival pour arracher sa signature. Le journal AS révélait récemment que le Bayern Munich était chaud sur le dossier. Le club bavarois serait prêt à formuler une offre intéressante au joueur de 22 ans pour le convaincre de signer en Bavière cet été. Des informations vites démenties par l'agent du latéral droit, Alejandro Camaño, le représentant du joueur, a en effet réfuté les affirmations selon lesquelles son client serait en contact avec le Bayern Munich. « Je ne sais pas d'où viennent les rumeurs sur le Bayern (...) Personne du Bayern ou du Real Madrid ne m'a parlé d'un éventuel transfert d'Achraf au Bayern », a-t-il déclaré dans des propos rapportés par SPOX.

Poursuivant, Alejandro Camaño a reconnu que « plusieurs grands clubs européens sont intéressés » par Achraf Hakimi. Mais le représentant du joueur assure qu'il « n'y a actuellement aucune raison d'entamer des pourparlers, car Achraf a un contrat avec le Real Madrid ». L'international marocain est lié au club madrilène jusqu'en 2022.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

**SOMMET
EXTRAORDINAIRE
CHINE - AFRIQUE
Le Président
Tebboune
prend part
au sommet**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, participe ce mercredi par visioconférence au sommet extraordinaire Chine-Afrique, sur la solidarité contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, a appris l'APS auprès de la Présidence de la République.

**ALGÉRIE-UNION
EUROPÉENNE
M. Rezig
s'entretient par
visioconférence
avec le
Commissaire
européen au
Commerce**

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig s'est entretenu mardi par visioconférence avec le Commissaire européen au Commerce, Phil Hogan, avec lequel il a passé en revue plusieurs questions commerciales d'intérêt commun, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Les deux parties ont évoqué l'état de ce partenariat notamment depuis la propagation du Covid-19 à l'origine de perturbations dans les échanges commerciaux à l'échelle mondiale, précise la même source.

Par ailleurs, les responsables ont convenu de la nécessité de mener "un dialogue stratégique sérieux" afin de pallier la situation commerciale et absorber l'impact négatif de la pandémie sur les relations commerciales bilatérales, à travers la relance des commissions techniques dont la date de reprise des travaux sera fixée par les canaux diplomatiques", a conclu le communiqué.

PRIÈRES DANS LES MOSQUÉES

Commission de la Fatwa : "elles restent, par précaution, suspendues"

La commission de la Fatwa a mis l'accent, mardi, sur l'impératif de maintenir les prières suspendues dans les mosquées "par précaution" et sur la base de l'avis émis par les experts de la santé publique, et ce, jusqu'à l'élimination des raisons à l'origine de cet état.

"Bien que des résultats positifs aient été réalisés par l'Algérie dans la lutte contre cette épidémie, d'ailleurs sanctionnés par la levée partielle du confinement et l'ouverture de certaines activités, les experts de la santé publique, au fait de la situation en Algérie, affirment que la conjoncture ne permet pas l'ouverture de toutes les activités, notamment celles connaissant une forte affluence dans des espaces fermés, tels les mosquées", a précisé dans un communiqué, la commission de la Fatwa relevant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

Suite à quoi, la commission indique que l'état actuel "exige de tout un chacun de continuer à prendre ses précautions jusqu'à l'élimination des raisons et des motifs à l'origine de la suspension de l'ouverture des mosquées".

A ce propos, la commission a rappelé que la situation épidémiologique dangereuse de la Covid-19 ayant touché le monde



entier, était "une raison impérieuse pour la suspension de la prière collective et celle du vendredi au sein des mosquées, à l'instar de plusieurs activités économiques, socioculturelles, scientifiques et pédagogiques, afin de préserver la vie humaine, tel que l'a ordonné Dieu dans le verset: et ne vous tuez pas vous-mêmes, Allah, en vérité, est Miséricordieux envers vous". Ainsi, les éléments de la Commission "partagent avec les membres de la société les sentiments tragiques engendrés par cette conjoncture exceptionnelle", et qui "expriment fortement l'émotion religieuse saisissante émanant de l'engagement religieux sincère et profond du peuple algérien". Les membres de la commission aspirent à la

réunion des conditions appropriées pour la réouverture des mosquées dans l'horizon immédiat "sans aucune crainte que ces mosquées ... soient à l'origine de la propagation du virus, de contamination ou des retombées désastreuses et dangereuses sur la santé et la vie spirituelle", a-t-on indiqué. En attendant le dénouement, la commission a fait part de sa confiance en la conscience des citoyens et leur comportement civisilisationnel, ainsi qu'à leur respect des motifs de prévention qui hâtent le soulagement pour voir le bout du tunnel".

De même qu'elle a estimé que "la collaboration de tous en matière de prévention et de précaution est en tête des motifs derrière le retour rapide aux créneaux et, partant, aux mosquées qui nous ont toujours appris que la réussite était le fruit de la patience et que l'attente du soulagement était une adoration en soi".

PROMENADE DES SABLETTES D'ALGER

Wali d'Alger : "une plage artificielle sera ouverte dès l'annonce d'ouverture de la saison estivale"

Le wali d'Alger, Youcef Cherfa a annoncé mardi à Alger qu'une plage artificielle et de multiples structures et espaces de divertissement et de loisirs, seraient ouverts au niveau de la promenade "des Sablettes" (Alger), une fois annoncée l'ouverture de la saison estivale pour l'année 2020.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de terrain au Lac de Réghaia, en compagnie du ministre des Ressources en eau, Arezki Berrakli et de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats, M. Cherfa a précisé qu'après l'annonce de l'ouverture de la saison estivale, la promenade des Sablettes connaîtra l'ouverture de grands espaces de divertissement sur une superficie de 4 km, dont une plage artificielle.

Après la levée totale du confinement et l'annonce d'ouverture de la saison estivale, toutes les structures de loisirs seront ouvertes dans la wilaya d'Alger, y compris les espaces publics tels le jardin d'essais d'El Hamma et les forêts de divertissement, a-t-il affirmé. Il a en outre indiqué que la promenade "des Sablettes" s'ouvrira un nouveau look après les récents travaux d'élargissement, en permettant aux habitués



de cet espace de profiter de plus de structures de restauration et de divertissement, outre l'existence de grands parkings au profit d'un plus grand nombre de visiteurs.

M. Cherfa a également fait état de l'ouverture, fin 2020, d'un port de divertissement et de loisirs au niveau des Sablettes, qui permet-

tra aux habitués de ces lieux de profiter du front de mer de cette promenade donnant sur la Méditerranée.

Il a souligné dans ce cadre que ledit port connaîtra la fréquentation des bateaux de plaisance et des navires de transport maritime, en sus d'autres activités tels les sports nautiques.

MDN

INVALIDES DE L'ANP

Rencontre entre des représentants du MDN et des organisations des personnels militaires

Des représentants du ministère de la Défense nationale (MDN) ont tenu, mercredi à Alger, une rencontre avec les représentants des personnels militaires et compris les contractuels, dont le service au sein des rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) a été interrompu pour une invalidité non imputable au service ainsi que celles des blessés et des invalides, indique un communiqué du MDN. "Dans le cadre de l'intérêt immuable conféré à la prise en charge des préoccupations médicales et sociales et

à la régularisation des dossiers de toutes les catégories des personnels militaires y compris les contractuels dont le service au sein des rangs de l'ANP a été interrompu pour une invalidité non imputable au service ainsi que celles des blessés et des invalides, et afin d'évaluer l'état d'avancement des dispositions prises par le Haut Commandement de l'ANP dans ce cadre, des représentants du MDN ont tenu, aujourd'hui 17 juin 2020 au Cercle national de l'Armée à Béni Messous, une rencontre avec

les représentants desdites catégories en présence de membres de l'Organisation nationale des Retraités de l'ANP", précise la même source. Cette rencontre a été consacrée "à l'ensemble des préoccupations et doléances à caractère médical et social, aux moyens de les prendre en charge, et aux solutions possibles aux différents cas non inclus dans la nomenclature des maladies professionnelles imputables au service, où les représentants de ces catégories ont exprimé leur satisfaction de la cadence

d'avancement de l'opération de traitement et de régularisation de leurs dossiers au cas par cas. D'autres réunions seront programmées afin de satisfaire au maximum les préoccupations exprimées".

A ce titre, le ministère de la Défense nationale "rassure les concernés du traitement juste et équitable de tous les dossiers et affirme que ses services et bureaux compétents demeurent prêts à recevoir les dossiers conformément à la réglementation en vigueur", conclut le communiqué du MDN.